

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1913.

Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1913 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN CAUWELAERT.

MESSIEURS,

Les crédits sollicités par le Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1913 s'élèvent :

pour les dépenses ordinaires à .	fr.	41,031,122
pour les dépenses exceptionnelles à fr.		1,168,727
Soit, au total, à fr.		42,199,849

D'après ces prévisions, le budget sera en augmentation de 1 million 510,447 francs sur le précédent.

Cette augmentation est exclusivement à charge des dépenses ordinaires — les dépenses exceptionnelles subissent même une légère diminution de 26,318 francs — et elle reste entièrement dans les limites normales. Elle n'est que la conséquence de l'extension progressive de nos institutions scientifiques et artistiques, du développement continu de l'instruction publique et des améliorations apportées l'année dernière à la situation de certaines catégories du personnel enseignant. Ce sont en particulier les professeurs et instituteurs des athénées et des écoles moyennes de l'Etat, et les institutrices laïques et diplômées des écoles frœbeliennes inspectées qui ont bénéficié de ces mesures. Les dépenses supplémentaires, de ce double chef, sont évaluées respectivement à 423,000 francs et à 300,000 francs.

LA POLITIQUE SCOLAIRE DU GOUVERNEMENT CATHOLIQUE.

On reproche souvent au gouvernement catholique, dans les milieux qui lui sont hostiles, d'avoir négligé les intérêts de l'enseignement populaire et

(1) Budget, n° 4^{VII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Poncelet, Van Cauwelaert, Colaert, Devèze, de Lalieux, Borginon.

scientifique. Ce reproche s'évanouit dès qu'on lui oppose l'importance croissante des crédits que le gouvernement a consacrés annuellement à l'instruction publique, à tous ses degrés.

Pour l'enseignement primaire, les dépenses ordinaires ont été .

en 1885 de fr.	9,954.307.40
en 1890 de fr.	10,581,335.19
en 1895 de fr.	11,183.472.29
en 1900 de fr.	15,224,475.76
en 1905 de fr.	17,499,166.55
en 1910 de fr.	21,239,138.08

Les dépenses correspondantes faites pour l'enseignement moyen de l'Etat n'étaient que de 2,136,468 francs en 1880 ; sous le gouvernement catholique, elles se chiffrent :

en 1885 par fr.	3,708.468.93
en 1890 par fr.	3.833.216.04
en 1895 par fr.	3,961,872.16
en 1900 par fr.	4.378,790.80
en 1905 par fr.	4,616.981.98
en 1910 par fr.	4,980,432.42

Quant à l'enseignement supérieur les dépenses ordinaires ont augmenté

de 1880 à 1885,	de 282,490 francs,
— 1885 à 1890,	— 80,860 —
— 1890 à 1895,	— 265,391 —
— 1895 à 1900,	— 303,823 —
— 1900 à 1905,	— 278,384 —
— 1905 à 1910,	— 282,065 —

De 1878 à 1909, il a été consacré, en outre, 18 millions 637,749 francs aux bâtiments et à l'outillage de ces mêmes Universités. Un quart seulement de ces dépenses a été mis à charge des villes intéressées.

Ces chiffres sont démonstratifs.

Cependant, ils ne donnent qu'une idée très incomplète des progrès que nous avons réalisés, durant ces vingt-cinq dernières années, dans le domaine de l'école. Nous avons assisté notamment à une merveilleuse efflorescence des institutions et des œuvres privées d'enseignement, et l'influence de ces initiatives généreuses, dont l'honneur revient presque exclusivement à nos milieux catholiques, a été extrêmement bienfaisante.

Au 31 décembre 1910, les écoles primaires adoptées et adoptables abritaient 418,335 élèves, soit presque la moitié de la population totale de nos écoles primaires inspectées à la même date. Et sans qu'il soit besoin de consulter aucun document statistique, on peut affirmer que les seules écoles moyennes libres catholiques, du degré supérieur et inférieur, tant pour garçons que pour filles, reçoivent les 2/3 des élèves de l'enseignement moyen. Et l'Université de Louvain, à elle seule, compte autant d'étudiants belges que nos deux universités d'Etat réunies (1).

(1) Durant l'année académique 1908-1909, le nombre des étudiants belges a été à Louvain de 2.117, à Liège de 1.372, à Bruxelles de 910 et à Gand de 849.

Quand on veut apprécier les efforts faits dans notre pays pour l'éducation intellectuelle du peuple, il convient donc de ne pas négliger des interventions aussi puissantes et aussi salutaires. Le Gouvernement catholique a fait chose sage en ne rejetant pas leur appui, comme l'avait fait le Gouvernement précédent, mais en leur accordant la reconnaissance légale, et — en ce qui concerne l'enseignement populaire, — son soutien financier. Par cette politique de large tolérance, le Gouvernement catholique a prouvé qu'il avait le souci profond de n'entamer en rien la liberté de conscience des parents belges. Il est parvenu, en même temps, à réaliser des économies considérables, sans diminuer les bienfaits d'un enseignement national puissant et varié.

Nous ne rappellerons pas les évaluations faites à ce sujet, en ce qui concerne l'enseignement supérieur et l'enseignement moyen. Il n'y aurait pas d'intérêt pratique à le faire. Mais, il n'est pas inutile de donner quelques indications en ce qui concerne l'enseignement primaire, parce que les sacrifices que la situation présente impose à la libéralité privée sont tellement considérables, que le Gouvernement doit se préoccuper de ne pas compromettre, en les décourageant, le bénéfice moral et financier qu'il retire de ces magnifiques efforts.

NECESSITÉ D'UNE RÉVISION DE LA LOI ORGANIQUE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Nous avons établi, à cet effet, un relevé sommaire des dépenses principales, faites durant l'année 1910, par les pouvoirs publics, pour chacune des trois catégories d'écoles inspectées, reconnues par notre loi organique de l'enseignement primaire. Les chiffres sont empruntés au dernier tableau officiel de l'emploi des fonds alloués à cet usage par l'État, les provinces et les communes.

A. *Dépenses relatives au service des écoles communales :*

Construction, amélioration, etc. de maisons d'écoles primaires communales et de logements d'instituteurs	fr.	9,153,150.43
Traitements du personnel		22,144,765.39
Dépenses pour le matériel		4,342,576.76
Traitements des instituteurs	(1)	371,339.—
Traitements de disponibilité	(1)	264.539.—
Total	fr.	36,276,370.58

Or, la population totale de toutes les écoles communales du pays était au 31 décembre 1910, de 511,012 élèves. Soit une dépense moyenne par élève de fr. 70.98.

(1) Ces chiffres sont approximatifs, parce qu'il n'est pas possible de séparer rigoureusement des sommes globales indiquées par le tableau officiel, la part revenant dans ces crédits aux instituteurs laïcs des écoles adoptées. Nous avons appliqué ici la proportion, renseignée par la répartition des 4 millions supplémentaires (art. 71 du Budget).

B. Dépenses relatives aux écoles adoptées.

Pour le personnel.	fr. 4,339,909
Pour le matériel	810,487
Traitements des intérimaires (1). . . .	40,000
Traitements de disponibilité (1)	25,000
Total . . . fr.	5,215,366

La population de ces écoles, au 31 décembre 1910, étant de 236,004 élèves, la dépense par tête tombe à fr. 22.10.

C. Subsidés accordés aux écoles adoptables.

Subsidés réglementaires de l'État . . . fr.	2,575,139
Subsidés compensateurs de l'État. . . .	973,910
Subsidés communaux	61,179.21
Subsidés provinciaux	138,966.66
Bureaux de bienfaisance	22.289.83
Total . . . fr.	3,771,484.70

Le nombre d'élèves de ces écoles, à la même date, a été de 182,231, soit, par tête, un subsidé moyen de fr. 20.68.

La disproportion énorme entre les avantages, dont bénéficient ces différentes catégories d'écoles, est évidente, quoique les services rendus par chacune d'elles soient équivalents. Cependant, pour plus de simplicité, nous avons négligé un certain nombre de bénéfices accessoires ou indirects, qui viennent s'ajouter encore aux faveurs abondantes de l'école communale. Et cette inégalité choquante, établie par les pouvoirs publics entre les écoles du peuple, n'a pas été rompue définitivement par le crédit supplémentaire de 4 millions, destiné à accorder, par voie budgétaire, des augmentations de traitement aux instituteurs belges, laïcs et diplômés des écoles inspectées. D'après les données fournies par le Ministre des sciences et des arts, la part des différentes catégories d'écoles dans ces augmentations est approximativement la suivante (2) :

Ecoles communales	fr. 3,200,000
Ecoles adoptées	350,000
Ecoles adoptables	450,000

*
* *

(1) Même observation qu'à la note précédente.

(2) Voici comment s'est opérée exactement la répartition du premier million, accordé pour le dernier semestre de 1911 :

Fr. 795,530 pour 11,427 instituteurs communaux (tous diplômés).

80,419 pour 1,223 instituteurs adoptés (36 non diplômés, mais en fonctions avant 1895).

105,761 pour 1,407 instituteurs adoptables (27 non diplômés, mais en fonctions avant 1895).

Total fr. 981,810 pour 14,057 instituteurs primaires.

Cette situation est évidemment anormale. Une revision prochaine du régime financier de nos écoles primaires inspectées s'impose. Elle s'impose à la fois au nom de la justice, de la liberté de conscience et du progrès intellectuel du pays. Cette revision a, d'ailleurs, été une des préoccupations principales, si pas la préoccupation prédominante des dernières élections, et l'opinion publique s'émue des lenteurs qu'elle a subies depuis lors. Aussi la section centrale, à l'unanimité de ses membres, moins un, a exprimé le vœu que la question scolaire soit posée et résolue prochainement, d'une façon définitive.

Les raisons auxquelles je viens de faire allusion me semblent péremptoires. Mais à côté de ces raisons sociales et politiques, il y a des motifs de convenance administrative et même de convenance législative qui doivent faire désirer à tous les membres du parlement et à tous les instituteurs primaires, à quelque opinion qu'ils appartiennent, de sortir de la situation compliquée et d'ailleurs provisoire dans laquelle nous vivons. L'État intervient actuellement dans le traitement des instituteurs par voie de subsides réglementaires, complémentaires, supplémentaires, extraordinaires, compensateurs, dont les uns sont réglés par la loi organique et ses modifications subséquentes, les autres par des arrêtés royaux, autorisés par un simple vote budgétaire. Au point de vue de la légalité pure, tout ce qui a été fait est parfaitement correct. Et personne n'osera contester que les mesures prises par le Gouvernement pour empêcher que le personnel enseignant ne fût gravement atteint dans ses intérêts matériels par certains incidents parlementaires méritent notre pleine approbation. Mais il n'en reste pas moins vrai que les dispositions qui règlent actuellement la répartition des subsides scolaires octroyés par l'État manquent de simplicité et, dans une certaine mesure, d'unité. Elles donnent lieu, d'ailleurs, fréquemment à des cas bizarres, et parfois injustes, que le ministre compétent s'efforce de réparer le plus tôt possible, mais qui sont inévitables et ne manqueront pas de se reproduire sous d'autres formes, aussi longtemps que le Parlement, ne se sera pas décidé à élaborer une nouvelle charte scolaire, qui, tout en sauvegardant efficacement dans l'avenir les droits de conscience de tous les citoyens et tout en dotant notre pays d'une organisation scolaire modèle, donne à nos instituteurs et à nos institutrices un statut légal simple, généreux et définitif.

La question, d'ailleurs, n'en est plus au point où nous avons semblé l'abandonner en 1911. Grâce aux mesures, prises par le Gouvernement et approuvées à deux reprises différentes par le Parlement, nous nous sommes rapprochés sensiblement d'une solution acceptable pour tous. Le tableau comparatif, que nous donnons plus loin, met en relief les augmentations sérieuses apportées au barème légal des instituteurs, tel qu'il avait été fixé par les lois du 13 septembre 1895 et du 21 mai 1906. Il suffira d'un sacrifice modéré pour donner complètement satisfaction aux intéressés. Et d'autre part les compensations financières accordées à l'enseignement libre subsidié durant les dernières années ont diminué sensiblement l'effort qui sera requis pour établir une formule acceptable. Mais, je le répète, il est urgent, d'achever l'œuvre entreprise en lui donnant les compléments indispensables, une forme pratique et ogique, et la consécration normale d'une loi organique.

LA RÉPARTITION DU SUBSIDE SUPPLÉMENTAIRE DE 4 MILLIONS.**(Art. 71.)**

Les règles, d'après lesquelles doit s'opérer la répartition des crédits votés en 1911 et 1912 pour accorder provisoirement aux instituteurs laïcs et diplômés des écoles inspectées des suppléments de traitement, sur le barème légal existant, ont été déterminées par l'arrêté du 30 janvier 1912. Nous reproduisons en annexe (I) le texte intégral de ce document important. Mais pour permettre d'apprécier d'un seul coup d'œil la portée exacte de ces mesures, nous avons cru utile de juxtaposer dans un même tableau les chiffres des traitements de notre personnel enseignant primaire tels qu'ils résultent, d'une part, des lois du 13 septembre 1895 et du 21 mai 1906 et, d'autre part, de l'arrêté royal en question, combiné avec les lois précédentes.

Traitements normaux du personnel enseignant des écoles primaires, ayant droit au minimum légal, en vertu de la loi organique de 1895.

- a) En vertu des lois de 1895 et 1906 ;
- b) En vertu de l'arrêté royal du 30 janvier 1912, combiné avec ces lois.

ANNÉES DE SERVICES.	5 ^e catégorie.	4 ^e catégorie.	3 ^e catégorie.	2 ^e catégorie.	1 ^e catégorie.
---------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

A. Instituteurs.

Traitement initial	a) 1,200	1,400	1,600	1,800	2,400
	b) 1,400	»	»	»	»
5 ^e année.	a) 1,300	1,500	1,700	1,900	2,500
	b) 1,550	1,550	1,750	»	»
9 ^e —	a) 1,400	1,600	1,800	2,000	2,600
	b) 1,700	1,700	1,900	»	»
13 ^e —	a) 1,500	1,700	1,900	2,100	2,700
	b) 1,850	1,850	2,050	»	»
17 ^e —	a) 1,800	1,800	2,000	2,200	2,800
	b) 2,100	2,100	2,200	»	»
21 ^e —	a) 1,900	1,900	2,100	2,300	2,900
	b) 2,250	2,250	2,350	»	»
25 ^e —	a) 2,000	2,000	2,200	2,400	3,000
	b) 2,400	2,400	2,500	»	»

B. Sous-instituteurs.

Traitement initial	a) 1,000	1,100	1,200	1,300	1,400
	b) 1,300	1,300	1,400	1,400	»
5 ^e année.	a) 1,100	1,200	1,300	1,400	1,500
	b) 1,450	1,450	1,550	1,550	1,550
9 ^e —	a) 1,200	1,300	1,400	1,500	1,600
	b) 1,600	1,600	1,700	1,700	1,700
13 ^e —	a) 1,300	1,400	1,500	1,600	1,700
	b) 1,750	1,750	1,850	1,850	1,850
17 ^e —	a) 1,700	1,700	1,700	1,700	1,800
	b) 2,100	2,100	2,100	2,000	2,000
21 ^e —	a) 1,800	1,800	1,800	1,800	1,900
	b) 2,250	2,250	2,250	2,150	2,150
25 ^e —	a) 1,900	1,900	1,900	1,900	2,000
	b) 2,400	2,400	2,400	2,300	2,300

ANNÉES DE SERVICES.	5 ^e catégorie.	4 ^e catégorie.	3 ^e catégorie.	2 ^e catégorie.	1 ^{re} catégorie.
---------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	----------------------------

C. Institutrices.

Traitement initial	a) 1,200	1,300	1,400	1,600	2,200
	b) 1,300	»	»	»	»
5 ^e année	a) 1,300	1,400	1,500	1,700	2,300
	b) 1,450	1,450	1,650	»	»
9 ^e —	a) 1,400	1,500	1,600	1,800	2,400
	b) 1,600	1,600	1,700	»	»
13 ^e —	a) 1,500	1,600	1,700	1,900	2,500
	b) 1,750	1,750	1,850	»	»
17 ^e —	a) 1,700	1,700	1,800	2,000	2,600
	b) 1,900	1,900	2,000	»	»
21 ^e —	a) 1,800	1,800	1,900	2,100	2,700
	b) 2,050	2,050	2,150	»	»
25 ^e —	a) 1,900	1,900	2,000	2,200	2,800
	b) 2,200	2,200	2,300	»	»

D. Sous-institutrices.

Traitement initial	a) 1,000	1,100	1,100	1,200	1,200
	b) 1,200	1,200	1,200	»	»
5 ^e année	a) 1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	b) 1,350	1,350	1,350	1,350	1,350
9 ^e —	a) 1,200	1,300	1,300	1,400	1,400
	b) 1,500	1,500	1,500	1,500	1,500
13 ^e —	a) 1,300	1,400	1,400	1,500	1,500
	b) 1,650	1,650	1,650	1,650	1,650
17 ^e —	a) 1,500	1,500	1,500	1,600	1,600
	b) 1,800	1,800	1,800	1,800	1,800
21 ^e —	a) 1,600	1,600	1,600	1,700	1,700
	b) 1,950	1,950	1,950	1,950	1,950
25 ^e —	a) 1,700	1,700	1,700	1,800	1,800
	b) 2,100	2,100	2,100	2,100	2,100

L'idée inspiratrice de l'arrêté d'exécution de l'article 68 du budget a été à la fois : améliorer les traitements en vigueur et tendre à l'unification de ces traitements. Les augmentations ont été généralement très appréciables. L'unification a été réalisée complètement pour les sous-institutrices et elle l'est à peu de chose près pour les sous-instituteurs. En fait, la cinquième catégorie a été supprimée.

On a reproché au gouvernement d'avoir sacrifié les instituteurs et institutrices des deux premières catégories. Et, à vrai dire, si la situation réelle des

intéressés descendait partout aux niveaux marqués par les tableaux que nous venons de donner, il serait étrange que l'on fit à certains instituteurs, sous-instituteurs et institutrices de la troisième catégorie une situation plus favorable qu'à leurs collègues de la catégorie supérieure. Mais dans la réalité, les traitements accordés au personnel enseignant dans les communes importantes sont de beaucoup supérieurs au barème légal, et la somme à distribuer étant limitée, le gouvernement n'aurait pu doter plus largement ces agents sans diminuer la part de plus malheureux qu'eux. Il sera facile, du reste, de faire disparaître cette apparente anomalie dans la loi scolaire future.

D'autres situations plus intéressantes ont sollicité de nouvelles interventions de l'autorité compétente. Prenons, par exemple, le cas d'un sous-instituteur de la quatrième catégorie qui, au cours de la treizième année de ses fonctions, est promu aux fonctions d'instituteur, dans une commune de la même catégorie. Il n'aura droit, comme revenu principal, qu'au minimum de cette catégorie — car ses services comme sous-instituteur ne sont pas admis — soit à 1,400 + 150 francs d'augmentation sur le crédit supplémentaire des 4 millions, ou 1,550 francs. Si, au contraire, il avait conservé ses anciennes fonctions de sous-instituteur, son revenu aurait été de 1,100 francs de traitement minimum, plus 500 francs d'augmentation en vertu de la loi organique, plus 350 francs de supplément de traitement et d'augmentation par application de l'arrêté royal du 30 janvier 1912, soit 1,950 francs. D'où cette conséquence humiliante pour l'intéressé, que l'instituteur en chef d'une commune déterminée pouvait, après un nombre identique d'années de service, passées dans la même catégorie scolaire, avoir un revenu inférieur à celui du sous-instituteur placé sous sa surveillance.

Le gouvernement a jugé à bon droit que cette situation était irrégulière, et par l'arrêté royal du 31 décembre 1912, complétant celui du 30 janvier de la même année, il a décidé que si un instituteur subissait un préjudice, du chef de sa promotion, il lui serait payé une rémunération, qui ramène son traitement au niveau qu'il aurait atteint s'il exerçait les fonctions de sous-instituteur dans la catégorie à laquelle il appartient actuellement. Dans l'exemple donné, l'intéressé toucherait donc, en vertu du nouvel arrêté, une rémunération complémentaire de 200 francs. Cette disposition, comme on peut le constater au tableau donné en annexe avec l'arrêté royal en question (annexe II, litt. J. de l'arrêté royal), est surtout favorable aux instituteurs des communes de la deuxième catégorie, qui, généralement, n'arrivent que tardivement aux fonctions de chefs d'école.

Des éventualités analogues peuvent se présenter, lorsqu'une commune passe d'une catégorie inférieure dans une catégorie supérieure.

« Je suppose un instituteur comptant huit années comme sous-instituteur, et appartenant à une commune antérieurement classée dans la 5^e catégorie et actuellement dans la 4^e. Cet agent aura droit à un traitement initial de 1,400 francs, au regard de la loi de 1893, majoré d'une augmentation de 150 francs, par application de l'arrêté royal du 30 janvier 1912, à raison de ses treize années de service, soit à un revenu global de 1,550 francs. Si la commune était restée dans la 5^e catégorie, cet agent pourrait prétendre à

1,200 francs de traitement initial, augmenté de 200 francs, du chef de ses huit années de fonctions effectives, d'un supplément de traitement de 200 francs et d'une augmentation de 150 francs en vertu de l'arrêté susvisé du 30 janvier 1912, soit à 1,750 francs.

» Le changement de catégorie lui a donc fait subir un préjudice de 200 francs, comparativement au revenu dont il bénéficie actuellement (1). »

L'article 1^{er}, littéra H de l'arrêté royal du 31 décembre 1912 accorde, dans les cas de cette nature, une rémunération compensatoire, en rapport avec le revenu auquel l'intéressé aurait eu droit s'il avait appartenu à la nouvelle catégorie dès le début de sa carrière.

Enfin, l'article 2 du même arrêté admet dorénavant, dans la supputation des années de services, les fonctions remplies dans les écoles gardiennes inspectées, dans les écoles de bienfaisance dépendant du Ministère de la Justice, dans les écoles normales de l'Etat ou agréées, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement moyen, public ou privé; l'article 3 accorde les suppléments de traitement aux instituteurs provisoires, remplaçant les titulaires mis en disponibilité pour cause de maladie, dans l'intérêt du service ou par mesure d'ordre. Le bénéfice de cette disposition n'est pas applicable aux instituteurs intérimaires remplaçant des agents en simple congé.

Le but de l'arrêté royal du 31 décembre 1912 a été de combler certaines lacunes, devenues visibles à l'application, et que l'arrêté du 30 janvier n'avait pas prévues. Il vise surtout des cas individuels.

Des anomalies analogues existent au détriment de l'enseignement libre. Ainsi, par exemple, d'après les bases de répartition actuelles, il est possible que le personnel religieux des écoles adoptées, assimilées aux écoles communales, soit moins bien subsidié que celui des écoles adoptables, car il ne bénéficie ni du million compensateur (voyez Annexe III), ni du subside provisoire des 4 millions.

Il est possible que d'autres bizarreries apparaissent encore à l'expérience ; elles ne feront que confirmer notre démonstration initiale que la loi scolaire doit être revue, dans l'intérêt de tous ceux qui se dévouent à l'enseignement primaire.

*
*

Un membre s'est étonné que les instituteurs des sections préparatoires des écoles moyennes de l'Etat et des écoles moyennes communales n'aient pas profité des 4 millions. On lui a fait observer que ces agents ne ressortissent pas de l'enseignement primaire, mais sont compris dans le cadre des agents de l'enseignement moyen, et jouissent d'ailleurs d'un traitement supérieur à celui des instituteurs primaires proprement dits. Il n'est donc

(1) Extrait des instructions données par le Ministre des Sciences et des Arts aux inspecteurs principaux, à la suite de l'arrêté royal du 31 décembre 1912.

pas possible de confondre les deux groupes. On trouvera à l'annexe IV l'échelle des traitements des instituteurs et institutrices de l'enseignement moyen telle qu'elle a été réglée par l'arrêté royal du 28 novembre 1912. Quant aux instituteurs des écoles moyennes communales, ce sont des agents purement communaux. L'Etat n'intervient ni dans leur nomination, ni dans leur traitement. Dans les conditions actuelles, il est donc impossible de décider budgétairement aucune augmentation de traitement en leur faveur.

A l'article 63, un membre exprime le vœu que le Ministre apporte certaines améliorations au barème des instituteurs des écoles d'application, annexées aux écoles normales. C'est un personnel d'élite qu'il convient d'encourager.

Un membre exprime le vœu que les cours normaux temporaires, organisés depuis quelques années à Bruxelles en langue française, soient donnés également en langue flamande, et que les professeurs des écoles normales agréées ne soient pas exclus des indemnités accordées aux personnes appelées à assister à ces séries de conférences. Il semble désirable d'ailleurs que cet enseignement pédagogique complémentaire, destiné à rafraîchir nos procédés méthodologiques, ne soit pas réservé exclusivement aux inspecteurs et aux professeurs d'école normale, mais qu'il soit organisé dans les principaux centres du pays, pour l'usage immédiat des meilleurs instituteurs.

Un membre a exprimé l'avis que la situation matérielle des instituteurs et institutrices ne saurait être définitivement réglé sans une refonte sérieuse des statuts de la caisse des pensions des veuves et des orphelins. Cette caisse possède un excédent de recettes de plus de trente millions et les pensions qu'elle accorde sont dérisoires. Les intéressés se sont adressés à l'honorable Ministre des sciences et des arts pour que le bilan technique en soit dressé, de façon à permettre la révision des statuts sur des bases stables et scientifiques.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Le Gouvernement demande, à l'article 47, une augmentation de crédit de 425,000 francs. Ce crédit doit servir, à concurrence de 400,000 francs environ, à assurer l'application du nouveau barème des traitements du personnel enseignant des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat pour garçons et pour filles. Les modifications apportées au barème existant et aux dispositions concernant la supputation des années de services utiles ont été coordonnées avec les règlements anciens par l'arrêté royal du 28 novembre 1912. Nous le donnons en annexe (annexe IV).

Un membre fait observer que les professeurs de religion ont été entièrement oubliés dans ces mesures de bienveillance. Il serait juste pourtant d'adapter également leurs traitements aux circonstances sociales nouvelles, qui ont justifié la revision du barème des professeurs laïcs.

A l'article 43, un membre est d'avis que l'école normale d'enseignement moyen de Bruxelles devrait faire la part plus large à l'enseignement donné en langue néerlandaise.

Un membre se demande si la majoration de 10,000 francs, prévue à l'article 49, est suffisante.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Un membre de la 5^e section s'est élevé contre les inégalités injustifiables existant, au point de vue des avantages matériels, entre les professeurs enseignant, avec une égale autorité et durant un nombre égal d'heures, à une même université. Il se demande s'il ne serait pas plus raisonnable d'élever le traitement légal de tous les professeurs, et de verser le produit du minerval et des inscriptions aux caisses de l'Etat. La section centrale, sans se prononcer, transmet l'idée à l'examen du Ministre des sciences et des arts.

Un membre s'est préoccupé de la multiplication abusive des titres scientifiques et particulièrement des titres doctoraux dans notre enseignement supérieur. Il semble déjà excessif que, dans les carrières libérales les plus recherchées, celles d'avocat et de médecin, le titre de docteur soit octroyé à quiconque conquiert le diplôme final d'aptitude professionnelle. Le titre de docteur est une prérogative scientifique. Il devrait être réservé à ceux-là seuls qui, outre le zèle patient avec lequel ils se sont assimilés les enseignements doctrinaux de leurs maîtres, ont donné des preuves sérieuses de cette pensée scientifique indépendante, de cette érudition solide et variée, de cette ingéniosité et de ce sens critique qui révèlent le jeune savant. Sans ces garanties, le titre de docteur se rabaisse et on pourrait le supprimer sans inconvénient.

Au lieu de rendre au titre de docteur le prestige qu'il mérite, on ne cesse de multiplier et de faciliter les moyens de se l'approprier.

A côté des doctorats légaux, on a créé dans toutes nos universités des doctorats scientifiques.

Pour ne parler que de nos seules universités de l'Etat, nous possédons, à l'heure actuelle, les doctorats en sciences politiques, en sciences sociales, en sciences administratives (arrêté royal du 2 octobre 1893), le doctorat en sciences physico-chimiques (arrêté royal du 31 octobre 1893), le doctorat en géographie (arrêté royal du 20 février 1900), le doctorat en art et archéologie (arrêté royal du 26 octobre 1903) et enfin, pour comble, le doctorat en éducation physique (arrêté royal du 30 juin 1908). Et comme si cela ne suffisait pas encore à satisfaire toutes les prétentions scientifiques éphémères, on a ajouté à chacun de ces doctorats les sous-titres de candidat et de licencié, pour consoler les éclopés et les malchanceux qui seraient tombés, en cours de route, dans la masse des trainards. Et ce qui se passe au sein des facultés traditionnelles se retrouve, sous d'autres apparences, dans les écoles polytechniques. On multiplie les titres d'ingénieur et on les distribue avec une abondance déplorable. En ce qui concerne le titre d'ingénieur, la situation s'aggrave encore du fait que, la loi ne le protégeant d'aucune façon, le premier venu peut s'en affubler, sans avoir jamais franchi le seuil d'une université quelconque.

La Commission, instituée par le gouvernement, en 1906, pour faciliter l'établissement à l'étranger des diplômés des institutions belges d'enseignement supérieur, s'est préoccupée de cet abus. M. d'Andrimont, secrétaire de l'Association des ingénieurs sortis de l'école de Liège, y a émis l'avis qu'une « loi spéciale devrait protéger le titre d'ingénieur de la même manière qu'elle protège les titres d'avocat et de docteur en médecine, car il est inadmissible qu'une personne n'ayant aucun diplôme ou bien n'étant diplômée que d'une institution inférieure se pare de ce titre. »

La Commission se plaçait à un point de vue différent du nôtre. Elle n'envisageait que le préjudice matériel qui doit résulter indirectement pour le pays, du discrédit que les incapables jettent infailliblement sur notre corps de techniciens universitaires en se présentant à l'étranger avec un titre de contrebande. Mais le mal qu'elle signale se rencontre au sein de l'Université elle-même et prépare à la fois le déclin de notre enseignement, et la ruine de notre réputation scientifique à l'étranger.

On ramasse chez nous les titres scientifiques par brassées. Sans trop s'épuiser, un étudiant intelligent et actif peut après quatre, cinq années d'études, avoir conquis deux, trois titres différents de docteur ! Et encore ce ne serait qu'un demi-mal, si déjà l'entrée normale, à l'Université, ne se faisait en Belgique à un âge généralement trop précoce et surtout si ceux qui prétendent conquérir un grade scientifique avaient reçu avant leur entrée à l'Université une formation intellectuelle suffisamment solide. Loin de là. Il suffit qu'on soit armé d'un diplôme quelconque d'ingénieur spécial ou de licencié commercial, qu'on soit professeur agrégé de l'enseignement moyen du degré inférieur, que l'on subisse un examen sommaire sur les principes de l'histoire universelle, la géographie, l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie et les langues française et flamande, ou que le gouvernement ait simplement cru pouvoir dispenser le candidat de toute épreuve, pour que l'on ait accès aux grades mentionnés. Et, au lieu de remonter la pente, il semble que nous la descendions chaque jour davantage. Les derniers doctorats institués sont symptomatiques à ce sujet. Pour être admis à l'inscription pour la candidature en art et archéologie, il suffit que l'on soit porteur d'un titre établissant que l'on est apte à suivre, avec fruit, les cours de la section d'art et que les titulaires des dits cours, réunis en commission d'admission, se prononcent favorablement sur les titres produits ; et pour être reçu aux grades scientifiques en éducation physique, il suffit même que l'on soit muni du diplôme d'instituteur primaire.

Il est vraiment temps que l'on devienne plus circonspect. Mais on aurait tort d'endosser la responsabilité première de cette situation au gouvernement. Le gouvernement — et c'est chose triste à constater — n'a fait qu'obéir aux suggestions, parfois pressantes, qui lui sont venues de nos conseils académiques eux-mêmes et aux tentances qui se sont imposées même à notre conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur.

Les discussions qui ont eu lieu, il y a une année à peine, au sein de ce conseil, sur l'opportunité de créer, dans nos universités de l'Etat, une candidature spéciale en sciences administratives, sont révélatrices. Le but

— de l'aveu de l'auteur de la proposition, de M. le professeur Orban de Liège lui-même — était de procurer un titre scientifique à ceux qui désiraient — sans faire le droit — acquérir des connaissances pratiques pour entrer dans les carrières administratives communales, provinciales et autres.

L'université transformée en pépinière de secrétaires, de receveurs communaux et de bourgmestres de campagne ! Je n'exagère rien. Voici les paroles de M. Orban : « Les secrétaires et receveurs communaux sont astreints aujourd'hui à subir devant les députations permanentes des examens longs et difficiles : n'est-il pas juste d'organiser pour eux un sérieux enseignement préparatoire, en un mot une candidature en sciences administratives ? »

» De même nos notabilités rurales sont-elles toujours à la hauteur de leurs fonctions et ne serait-il pas désirable que les bourgmestres dans nos campagnes soient, grâce à un enseignement approprié, capables de résoudre à bon escient les grosses questions qui se posent à eux dans les domaines tels que l'hygiène, la voirie, la police, l'assistance publique, etc. »

Et il s'est trouvé que les deux facultés de droit, de nos universités de l'Etat, ont pu émettre un avis presque unanimement favorable à semblable proposition et il a fallu toute l'autorité et toute l'éloquence de M. le professeur Pirenne pour empêcher qu'elle n'ait été immédiatement appuyée par le Conseil de perfectionnement compétent.

Semblables tendances sont regrettables. Il est peut-être désirable que l'on crée des instituts, bien outillés, pour relever le niveau intellectuel et professionnel des représentants de certaines carrières libérales ou administratives, qui ne requièrent pas un diplôme légal. Qu'on établisse ces instituts, si l'on veut, de préférence dans une ville universitaire pour les faire profiter du voisinage immédiat de l'université, mais que l'on n'aille pas jusqu'à les y incorporer et à prostituer au profit de leurs auditeurs des titres scientifiques, consacrés par une respectable tradition des siècles. C'est du parasitisme intellectuel.

« L'université s'abaisse de jour en jour davantage, a dit M. Pirenne, à admettre dans son sein des catégories d'élèves insuffisamment préparés.

Loin de relever le niveau de la science, on arrivera certainement, si on persiste dans cette voie, à la faire descendre.

Peu à peu nous nous voyons submerger par le flot de ces candidats de contrebande en toutes sortes de sciences.

Là n'est pas le rôle de l'université. »

INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES.

L'article 11, concernant les subsides et encouragements littéraires et scientifiques, prévoit une somme de 25,000 francs en charge temporaire. Un membre de la section centrale ayant demandé quelle était la destination de ce subside, M. le Ministre a répondu que « cette charge temporaire de 25,000 francs est destinée à subsidier un essai de théâtre national, où les bonnes pièces en langue française seront représentées dans des conditions

favorables à leur succès. » Un membre exprime le vœu, qu'en cette occurrence, et qu'en règle générale, on respecte l'égalité complète de droits entre les institutions et les œuvres équivalentes de langue française et de langue flamande.

Article 15. Un membre exprime le désir de voir améliorer prochainement le traitement du personnel scientifique de l'Observatoire royal et prie la section centrale de s'informer auprès de M. le Ministre s'il entre dans ses intentions de le faire.

Le Gouvernement est venu en quelque sorte au-devant du vœu de l'honorable membre. Par arrêté royal du 21 décembre 1912 il a révisé le barème en question, et établi les traitements suivants :

	Minimum.	Medium.	Maximum.
Administrateur-inspecteur . . .	7,000	7,500	8,000
Directeurs scientifiques . . .	7,000	7,500	8,000
Observateurs.	5,500	6,000	6,500
Observateurs adjoints	4,200	4,600	5,000
Assistants de 1 ^{re} classe	3,200	3,600	4,000
Assistants de 2 ^e classe	2,200	2,600	3,000
Commis-comptable	2,200	—	4,000
Mécanicien	2,200	—	4,000
Aides	1,200	—	3,200

Les traitements moyen et maximum ne peuvent être accordés qu'après deux et quatre ans.

Le traitement maximum des assistants de 1^{re} classe peut, dans des circonstances exceptionnelles, être porté, de deux en deux ans, à 4,200, 4,400 et 4,600 francs.

Des augmentations de 200 francs peuvent être accordées, tous les deux ans, au commis-comptable, au mécanicien et aux aides, par le Ministre des Sciences et des Arts.

Les fonctionnaires et employés de mérite comptant plus de vingt-cinq années de services et plus de 50 ans d'âge et jouissant, depuis trois ans au moins, de leur traitement maximum, peuvent obtenir une augmentation d'un dixième, et, trois ans après, une nouvelle augmentation d'un dixième de ce maximum.

ART. 17. — La section centrale a prié M. le Ministre de vouloir bien lui indiquer :

a) Quand, selon ses prévisions, sera achevée la rédaction du catalogue rétrospectif de la Bibliothèque royale?

b) Quel est le montant total de la dépense consacrée jusqu'à ce jour à la confection de ce catalogue?

La réponse suivante nous est parvenue :

Le catalogue rétrospectif de la Bibliothèque royale comprend trois divisions : le catalogue alphabétique, le catalogue analytique et le catalogue systématique (décimal).

Le catalogue alphabétique est dressé en quatre exemplaires dactylographiques de chaque fiche manuscrite; on estime qu'il pourra être mis à disposition du public dans six mois.

Quant aux catalogues analytique et systématique, on manque de base permettant de déterminer, même approximativement, le moment où ils pourront être mis à la disposition du public.

La rémunération des dactylographes utilisés pour la confection du catalogue alphabétique s'est élevée jusqu'à ce jour à 29,600 francs.

Souvent des plaintes sont formulées au sujet de la lenteur avec laquelle se fait la distribution des livres à la bibliothèque royale. Il en résulte pour les visiteurs, surtout pour les visiteurs de province, une perte de temps parfois considérable, et un usage moins fréquent des ressources scientifiques qu'abrite cette grande institution nationale. Un membre s'est fait l'écho de ces plaintes et prie la section centrale d'appeler sur ses observations l'attention de M. le Ministre des Sciences et des Arts.

Art. 21. Un membre se demande si l'on ne pourrait pas trouver un moyen d'inciter les particuliers à déposer aux archives de l'Etat les documents privés qui présentent un certain intérêt au point de vue de l'histoire locale ou nationale. Les archives privées ont souvent une valeur que les propriétaires eux-mêmes ignorent, et il n'est pas rare qu'elles disparaissent par négligence ou même par destruction volontaire de leur part. Et dans les cas où ce danger n'est pas à craindre, ils restent soustraits, sans utilité aucune à la curiosité légitime des folkloristes et même à l'intérêt des travailleurs scientifiques. Il serait donc désirable que l'Etat s'efforce de centraliser cette documentation éparse et s'ingénie à favoriser le dépôt, sous sa garde, de ces petites collections privées.

Art. 21. Un membre signale les différences de traitement existant normalement entre les archivistes wallons et flamands.

A la 3^e section, un membre souhaite que nos musées soient organisés de façon à servir plus directement à l'enseignement du public. On pourrait s'inspirer utilement de l'exemple donné à ce point de vue en Allemagne.

Art. 106. Un membre de la section centrale exprime le vœu que l'on rétablisse, au Conservatoire de Bruxelles, le cours de déclamation néerlandaise. Depuis quelques années, il y a un visible renouveau, dans l'agglomération bruxelloise, de l'art dramatique néerlandais et le nombre de personnes qui désirent pouvoir s'exprimer en public, d'une façon correcte, en langue néerlandaise, est en augmentation constante. Dans ces conditions, le cours en question ne manquera certainement pas d'élèves.

Art. 110. Un membre est d'avis que l'institution du prix de Rome, pour les œuvres de composition musicale, dans son organisation actuelle ne donne pas des résultats utiles en rapport avec les sacrifices énormes qu'elle exige. Il serait plus rationnel de créer des bourses de voyage et des prix d'encouragement en faveur des jeunes compositeurs, d'après les œuvres qu'ils auraient produites, durant les dernières années, au gré de leur libre inspiration et dans les circonstances de travail ordinaires.

Dans la 3^e section, un membre a demandé où en sont les négociations relatives au placement du monument du travail, de Constantin Meunier. Il estime que ce monument doit servir d'ornement à une de nos grandes places publiques.

VOTE DU BUDGET DANS LES SECTIONS.

	Votes affirmatifs	Votes négatifs	Abstentions
1 ^{re} section	14	3	—
2 ^e —	15	3	3
3 ^e —	15	8	—
4 ^e —	11	11	—
5 ^e —	13	17	3
6 ^e —	16	5	—
	—	—	—
Total	94	37	6

Toutes les sections, moins une, ont donc approuvé le budget. La quatrième l'a rejeté par parité de voix.

La section centrale, à son tour, a voté l'ensemble du budget par 6 voix contre 1.

Le Rapporteur,

FRANS VAN CAUWELAERT.

Le Président,

E. NERINCX.



NOTE DE MINORITÉ.

I.

Il importe que celui des membres de la section centrale qui, seul représentant de l'opposition, a estimé devoir repousser l'ensemble du budget des sciences et des arts, fasse connaître sommairement les raisons particulièrement graves qui lui ont dicté son vote.

Au cours des délibérations de la section, la majorité a émis le vœu de voir le gouvernement proposer une modification profonde de la législation scolaire, dans le sens de l'égalité absolue des écoles, qu'elles soient officielles ou privées, devant les subsides alloués par les pouvoirs publics. De son côté, le gouvernement a annoncé, à diverses reprises, dans la Chambre et au dehors, le dépôt imminent d'un projet de loi.

Les usages parlementaires ne nous permettent pas de développer ici, autant qu'il conviendrait, les considérations opposées par nous en section centrale à l'expression d'un pareil vœu. Elles ne sauraient être, d'ailleurs, que le rappel des arguments qu'ont invoqué, en 1911, les orateurs de l'opposition, lorsque déjà le ministère présidé par l'honorable M. Schollaert s'efforça de donner satisfaction aux aspirations dont le rapport se fait l'interprète. Il suffit d'affirmer qu'une tentative nouvelle, quelque habile qu'elle puisse être, rencontrerait à la Chambre et dans le pays la même hostilité résolue et unanime qui fit échec au projet scolaire déposé par le gouvernement précédent. Dans l'intérêt de la paix publique et de la concorde nationale, il est permis d'espérer que ceux qui disposent de la majorité légale auront la sagesse d'épargner à la Belgique la crise redoutable dans laquelle semblable initiative l'entraînerait infailliblement.

Que les adversaires de l'enseignement officiel et neutre se contentent d'imposer le maintien de l'état actuel des choses ! Il éveille déjà les inquiétudes les plus vives et les plus justifiées, chez tous ceux qui n'entendent pas que les pouvoirs publics soient progressivement destitués de la mission qu'en matière scolaire ils tiennent de la Constitution.

Depuis 1884 en effet, et plus encore depuis 1895, le gouvernement n'a cessé de favoriser directement et indirectement la concurrence que l'école privée confessionnelle fait à l'école officielle. Non seulement il a réservé à l'enseignement privé une part sans cesse croissante des faveurs budgétaires, mais il a toléré que de nombreuses administrations communales se dérobaient aux devoirs essentiels qu'elles ont à remplir.

Tels ont été les effets de cette politique, que dans certaines régions du pays — spécialement dans la partie flamande — la liberté du choix, que les défenseurs de l'école privée prétendent revendiquer pour le père de famille, a cessé d'exister. De statistiques dignes de foi, il résulte que 200 communes

ne possèdent plus aucune école communale; que 56 autres ont confié leur école unique à des religieuses. En ce qui concerne l'enseignement pour filles, 800 communes, en supprimant le cours de couture, ont rendu l'école unique inaccessible aux élèves du sexe féminin; 1,916 n'ont plus aucune école communale pour filles tenue par un personnel enseignant laïque, — situation dont le résultat — on peut même dire le but — est de livrer presque entièrement l'éducation des filles à l'enseignement privé confessionnel.

Que dire des 192 communes où le nombre des écoles communales est insuffisant; où les classes sont surpeuplées; où l'enseignement est nécessairement défectueux et mis en état d'infériorité voulue? Pour ne point sortir de l'agglomération bruxelloise, comment ne pas constater l'imperfection et l'insuffisance de l'enseignement primaire communal d'Etterbeek, lorsqu'on le compare à l'œuvre admirable accomplie dans ce domaine par l'effort propre de la capitale et de ses grands faubourgs? Et faut-il encore insister sur les moyens détournés auxquels certains administrateurs communaux ont recours pour dépeupler l'école publique? Refus de créer les classes nouvelles reconnues nécessaires; déplacement de l'école dans des locaux éloignés du centre; lenteur inouïe à pourvoir aux places d'instituteur devenues vacantes; guerre sourde ou déclarée, faite à l'instituteur par les autorités dont il relève; nomination en qualité d'instituteur de membres de congrégations enseignantes ayant dans la commune un établissement rival — il n'est point de moyens dont on ne se serve pour assurer, dans un délai aussi rapproché que possible, la destruction de l'enseignement officiel.

Nous bornons cet exposé à l'enseignement primaire. On sait tout ce que nous pourrions dire de l'enseignement moyen, supérieur ou normal — domaines dans lesquels l'action gouvernementale a obéi aux mêmes préoccupations et tendu énergiquement au même but. Une telle situation constitue un péril national. La majorité, qui ne peut exciper de son ignorance, entend la maintenir : elle a le pouvoir; elle en use; nous ne pouvons qu'élever des protestations, condamnées d'avance à demeurer stériles.

Mais qu'elle comprenne que si l'on touche à la législation scolaire, ce ne peut être pour aggraver encore cette situation; ce doit être pour y porter remède. A cet égard, les mesures législatives à prendre apparaissent avec une évidente clarté.

Les communes doivent être tenues d'organiser sérieusement leur enseignement public, de lui conserver rigoureusement son caractère de science et de neutralité. Que si, pour certaines d'entre elles, les avertissements demeurent sans effet; si leur autonomie ne conduit qu'à constater leur impéritie, leur mauvaises volonté ou leur impuissance, il faut que l'Etat soit armé pour défendre contre elles l'intérêt général. Il faut qu'il puisse se substituer à elles pour accomplir à leur place la tâche éminente qui leur est confiée. Il faut, enfin, qu'elles soient tenues d'organiser l'enseignement frœbelien et les cours d'adultes : sur ce point, nous signalons à l'attention de la Chambre la proposition de loi, due à l'initiative de MM. Buyl, Cocq et consorts, dont elle est saisie et qui tend à modifier les articles 1 et 2 de la loi du 15 septembre 1895.

L'ensemble de ces considérations explique à suffisance le vote négatif que nous avons émis. C'est sous leur bénéfice, que nous entendons exposer ci-après quelques observations qui se rapportent à la situation matérielle des instituteurs.

II.

Au budget de 1913, comme au budget antérieur, est porté un crédit de quatre millions en faveur du personnel enseignant des écoles communales, adoptées et adoptables. Sa répartition, en tant qu'elle vise le personnel des écoles communales, a donné lieu à de nombreuses observations.

Les instituteurs et institutrices en chef des grandes communes sont traités de façon d'autant plus inique que leurs collègues de l'enseignement privé adopté et adoptable bénéficient à côté d'eux des avantages budgétaires. Ils sont privés des suppléments de traitement parce que — a-t-on dit en réponse à une question de l'honorable M. Buyl — leur minimum légal est plus élevé, et leur situation est, en outre, largement améliorée par les règlements communaux. Comment défendre pareille théorie ! Perd-on de vue que la vie dans les grands centres est incontestablement plus chère et plus difficile ? N'est-ce pas décourager les communes éclairées qui s'imposent pour le bien-être du personnel enseignant de lourds sacrifices, que de tirer argument de ces sacrifices pour refuser l'intervention du Gouvernement ? Rien, mieux que cette disposition réglementaire, ne saurait montrer le parti-pris et l'hostilité dont le Gouvernement est animé ; sa préoccupation de favoriser l'enseignement privé au détriment de l'enseignement officiel, et de refuser tout encouragement aux efforts que font les grandes communes pour assurer loyalement l'exécution de leurs obligations scolaires.

D'autres injustices encore sont commises. Pourquoi la jurisprudence ministérielle, qui admet que soient portées en compte des années d'intérim, écarte-t-elle arbitrairement les années de service provisoire ? Peut-on ne pas s'étonner de ce que les résultats du recensement décennal, qui ont entraîné des changements de catégorie, aient été appliqués dès le 1^{er} janvier 1911 pour la répartition du crédit, tandis qu'il n'en était tenu compte, pour les indemnités de logement, qu'à partir du 1^{er} janvier 1912 ? Comment justifier que le personnel enseignant des écoles professionnelles pour filles chargé des cours généraux n'obtienne rien pour sa part ? (1)

Enfin, il importe de remarquer qu'il y a urgence à régler de façon définitive la grave question des barèmes. Il est injustifiable de prétendre subordonner l'accomplissement de ce devoir à la refonte générale de la législation scolaire — refonte qui soulève, nous l'avons montré, d'importants problèmes politiques, de nature à retarder indéfiniment l'acte de justice et de réparation que les intéressés sont en droit d'attendre du parlement.

(1) Certaines communes, notamment Ixelles, ont estimé devoir mettre un terme, à leurs frais, à cette situation en allouant à leur budget des crédits spéciaux. Elles subissent ainsi la conséquence de l'injustice que nous signalons.

Il faut, sans retard, appliquer aux instituteurs primaires le régime en vigueur pour les professeurs de l'enseignement moyen. Il faut renoncer à les classer en catégories dépendant de la population des communes, si ce n'est au seul point de vue des indemnités de logement. L'établissement d'un barème unique pour les instituteurs des deux sexes et de toutes catégories s'impose : en dehors de cette solution, il ne saurait y avoir d'amélioration équitable et sérieuse de leur condition matérielle.

III.

Une situation spéciale réclame notre attention : celle des instituteurs qui enseignent dans les sections préparatoires annexées aux écoles moyennes communales.

Ces instituteurs ne peuvent participer, dit-on, à la répartition du crédit de 4 millions parce qu'ils sont rattachés à l'enseignement moyen, et non à l'enseignement primaire, et qu'ainsi leur situation n'est pas visée par la disposition légale.

Il en résulte une inégalité indéfendable, vis-à-vis de leurs collègues de l'enseignement primaire proprement dit. Il y a lieu, pensons-nous, d'y mettre un terme, par l'allocation d'un crédit spécial de 50,000 francs.

Ce crédit apparaît suffisant, car le nombre des intéressés n'est pas considérable. Appartiennent en effet à cette catégorie 54 instituteurs, au service des communes de Bruxelles, Saint-Gilles et Saint-Josse-ten-Noode, et 63 institutrices, au service des mêmes communes, et en outre de Vilvorde, Liège, Braine-le-Comte et Ostende.

La mesure que nous proposons se justifie d'autant mieux que, d'une part, le barème des instituteurs et institutrices attachés aux sections préparatoires annexées aux écoles moyennes *de l'Etat*, a été révisé à la date du 25 décembre 1912 ; et que, d'autre part, les intéressés ont été assimilés au personnel de l'enseignement primaire par une loi récente, relative aux pensions. D'autres catégories d'instituteurs, qui n'entrent pas dans le cadre tracé pour la répartition du crédit de 4 millions, ont, d'ailleurs, obtenu des compensations : ce sont les instituteurs et institutrices des écoles d'application annexées aux écoles normales et les institutrices laïques diplômées des écoles gardiennes.

Ces dernières bénéficient d'un crédit spécial de 400,000 francs. Il faut cependant qu'elles obtiennent sans retard, comme le souhaitait l'an dernier l'honorable M. Colaert, un « règlement définitif » de leur situation. Ceci comporte évidemment un barème et la stabilité — questions qui font l'objet d'un projet de loi dont nous sommes saisis à l'initiative de MM. Buyl, Cocq et consorts.

Sans doute, la Chambre tiendra-t-elle à reconnaître le bien-fondé des motifs ci-dessus repris, qui justifient, en faveur des instituteurs en cause, l'allocation d'un crédit spécial.

ANNEXE I.

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

ADMINISTRATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 69 de la loi du budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1911 ainsi conçu :

« Suppléments de traitement à accorder, en attendant la révision de la loi organique sur l'instruction primaire, à partir de l'année scolaire 1911-1912, aux instituteurs communaux ainsi qu'aux instituteurs adoptés et adoptables autres que ceux visés par l'article 14, § 4, de la loi du 15 septembre 1893 sur les bases à fixer par arrêté royal..... dernier trimestre, 1,000,000 de francs. »

Vu la loi du 29 décembre 1911 allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1912, et notamment sur l'article 68 du budget du Ministère des Sciences et des Arts ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — La répartition se fera sur les bases et d'après les règles ci-après :

1^o A. — Un supplément de traitement de 200 francs réduit à 100 francs, à la date à laquelle les intéressés bénéficieront de l'article 1^{er}, littéra a, de la loi du 21 mai 1906, sera accordé aux instituteurs et aux sous-institutrices des écoles communales et adoptées rangées dans la 5^e catégorie ;

B. Un supplément de traitement de 100 francs sera accordé aux instituteurs des écoles communales et adoptées de la 4^e catégorie, à partir de la date à laquelle, aux termes des lois du 15 septembre 1893 et 21 mai 1906, ils auront accompli seize années de services ;

C. Un supplément de traitement de 300 francs, réduit à 200 francs, à la date à laquelle les intéressés bénéficieront de la disposition de l'article 1^{er} littéra a, de la loi du 21 mai 1906, sera accordé aux sous-instituteurs des écoles communales et adoptées rangées dans la 5^e catégorie ;

D. Un supplément de traitement de 200 francs sera accordé aux sous-

instituteurs des écoles communales et adoptées rangées dans la 4^e et la 5^e catégorie ;

E. Un supplément de traitement de 100 francs sera accordé aux sous-instituteurs des écoles communales et adoptées de la 2^e catégorie et aux sous-institutrices des écoles communales et adoptées des 3^e et 4^e catégories ;

F. Un supplément de traitement de 100 francs sera accordé jusqu'au moment où les intéressés bénéficieront des dispositions de la loi du 21 mai 1906, aux institutrices des écoles communales et adoptées de la 5^e catégorie ;

G. Un supplément de traitement de 200, 100, 300, 200 francs, sera respectivement accordé aux instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices des écoles adoptables.

2. Un supplément de traitement de 50 francs, par période de quatre années de services, et à concurrence d'une somme maximum de 300 francs, sera accordé aux instituteurs et aux institutrices des écoles communales et adoptées appartenant à la 3^e, à la 4^e et à la 5^e catégorie, aux sous-instituteurs et sous-institutrices des écoles communales et adoptées de toutes les catégories ainsi qu'aux instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices des écoles adoptables.

Dans la supputation des années de services seront compris tous les services rendus même à titre intérimaire, dans les écoles primaires communales, adoptées et adoptables en qualité d'instituteur, d'institutrice, de sous-instituteur et de sous-institutrice.

Il en sera de même des services rendus avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895, dans une école primaire privée non subsidiée, mais organisée conformément à la loi.

ART. 2. — Les agents non diplômés, à l'exception de ceux qui étaient en fonctions avant la mise en vigueur de la loi du 15 septembre 1895 et qui n'ont pas interrompu leurs services scolaires depuis cette époque, ne bénéficieront pas des dispositions du présent arrêté.

ART. 3. — Le supplément de traitement visé à l'article 1, 2^e du présent arrêté et se rapportant à une période quadriennale durant laquelle l'instituteur a été déchu de ses droits aux augmentations de traitement par application de l'article 15 de la loi du 15 septembre 1895 et qui n'a pas été relevé de cette déchéance, sera supprimé.

ART. 4. — Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. POULLET.

ANNEXE II

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

ADMINISTRATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 30 janvier 1912 relatif aux bases de la répartition du crédit de 4 millions, inscrit à l'article 68 du budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1912, en faveur des instituteurs primaires;

Attendu qu'il y a lieu d'adapter davantage les dispositions de cet arrêté à celles des lois du 15 septembre 1895 et du 21 mars 1906, de manière à assurer autant que possible à des situations égales une rémunération égale;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1912 admettant, dans une certaine mesure, au point de vue de la fixation du traitement des membres du personnel de l'enseignement moyen, les services rendus par ces membres dans les écoles primaires;

Attendu qu'il y a lieu d'admettre la réciprocité;

Vu les requêtes des institutrices communales tendant à voir admettre les services rendus, postérieurement à l'obtention du diplôme d'institutrice primaire, dans les écoles gardiennes inspectées;

Attendu qu'il est légitime de faire droit à ces requêtes;

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Les littéras suivants sont ajoutés à l'article 1^{er}, n° 1°, de Notre arrêté du 30 janvier dernier :

H. — Il sera accordé aux instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices des écoles communales et adoptées dont l'école a changé de catégorie à la suite du dernier recensement décennal, le supplément de traitement nécessaire pour leur assurer une rémunération égale à celle dont jouissent, respectivement à égalité d'années de services, et en vertu des dispositions des lois du 15 septembre 1895 et du 21 mai 1906 combinées avec celles reprises ci-dessus, sub. n° 1A à F, les instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices appartenant à la catégorie nouvelle dans laquelle l'école a été rangée.

I. — Il est accordé aux sous-instituteurs et aux sous-institutrices promus instituteurs ou institutrices, le supplément de traitement nécessaire pour leur assurer, à égalité d'années de services, et non compris l'indemnité de logement, une rémunération au moins égale à celle dont jouissent les sous-instituteurs et les sous-institutrices d'une commune de même catégorie, par application des dispositions des lois de 1895 et de 1906 combinées avec celles reprises ci-dessus sous le n° 1°, littéra A à F.

ART. 2. — Les alinéas suivants sont ajoutés au n° 2° de l'article 1^{er} de Notre arrêté du 30 janvier dernier :

Seront formellement compris dans la supputation des années de services, les services rendus postérieurement à l'obtention du diplôme d'instituteur primaires dans les écoles gardiennes inspectées, dans les écoles de bienfaisance dépendant du Ministère de la Justice, dans les écoles normales de l'Etat ou agréées, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement moyen, public ou privé.

ART. 3. — L'alinéa suivant est ajouté à l'article 3 de Notre arrêté du 30 janvier :

Les suppléments de traitement visés à l'article 1^{er}, n°s 1° et 2°, ci-dessus, sont accordés aux instituteurs provisoires ou suppléants remplaçant un instituteur placé dans la position de disponibilité.

ART. 4. — Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1912.

Donné à Bruxelles, le 31 décembre 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. POULLET.

31 DÉCEMBRE 1912.

CATÉGORIE.	LA SOUS-INSTITUTRICE PROMUE INSTITUTRICE				SI ELLE ÉTAIT RESTÉE SOUS-INSTITUTRICE,			SUPPLÉMENT A ACORDER.
	A DROIT :				ELLE AURAIT EU DROIT :			
	après dix années comme sous- institutrice.	au traitement légal.	au supplément de traitement.	Total.	au traitement légal.	au supplément de traitement.	Total.	
5 ^e	0	1,200	100	1,300	1,000	200	1,200	»
	4	1,200	150	1,350	1,100	250	1,350	»
	8	1,200	200	1,400	1,200	300	1,500	100
	12	1,200	250	1,450	1,300	350	1,650	200
	16	1,700	200	1,900	1,500	300	1,800	»
	20	1,800	250	2,050	1,600	350	1,950	»
	24	1,900	300	2,200	1,700	400	2,100	»
4 ^e	0	1,300	»	1,300	1,100	100	1,200	»
	4	1,500	50	1,550	1,200	150	1,350	»
	8	1,500	100	1,400	1,300	200	1,500	100
	12	1,500	150	1,450	1,400	250	1,650	200
	16	1,700	200	1,900	1,500	300	1,800	»
	20	1,800	250	2,050	1,600	350	1,950	»
	24	1,900	300	2,200	1,700	400	2,100	»
5 ^e	0	1,400	»	1,400	1,100	100	1,200	»
	4	1,400	50	1,450	1,200	150	1,350	»
	8	1,400	100	1,500	1,300	200	1,500	»
	12	1,400	150	1,550	1,400	250	1,650	100
	16	1,700	200	1,900	1,500	300	1,800	»
	20	1,800	250	2,050	1,600	350	1,950	»
	24	1,900	300	2,200	1,700	400	2,100	»
2 ^e	0	1,600	Néant.	1,600	1,200	»	1,200	»
	4	1,600		1,300	50	1,350	»	
	8	1,600		1,400	100	1,500	»	
	12	1,600		1,500	150	1,650	50	
	16	1,700		1,600	200	1,800	100	
	20	1,800		1,700	250	1,950	150	
	24	1,900		1,800	300	2,100	200	
1 ^{re}	(Pas de supplément. Voir note ci-contre.)							

ANNEXE III.

Bruxelles, le 25 février 1913.

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

ADMINISTRATION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Note indiquant les bases de répartition du subside compensateur.

Les Chambres ont inscrit à l'article 74 du budget du Département, pour l'exercice 1912, un crédit de 1 million de francs, en faveur des écoles primaires privées, inspectées, réunissant les conditions légales d'adoption.

Ce crédit, inscrit au budget en 1910, a continué en 1912 à être réparti suivant les bases arrêtées en 1910 par M. Schollaert.

D'après ces bases, les directions de ces écoles ont reçu :

1° Une somme destinée à leur permettre d'assurer à leurs instituteurs des améliorations de traitement. Cette somme a été fixée à 300 francs par classe desservie par un instituteur belge, laïc, diplômé; et à 80 francs par classe desservie par un instituteur belge diplômé appartenant à une congrégation religieuse;

2° Une somme de 120 francs par classe en vue de leur permettre de subvenir aux frais d'entretien du local, du mobilier classique, etc.

Les classes desservies par des étrangers ont été exclues de la répartition.



ANNEXE IV.

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

ADMINISTRATION DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN.

Modifications aux arrêtés royaux organiques fixant les traitements des membres du personnel enseignant des athénées royaux et des écoles moyennes de l'État, pour garçons et pour filles.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois organiques de l'enseignement moyen ;

Revu les arrêtés royaux du 20 juillet 1909, du 28 août 1911 et du 28 mai 1912 ;

Considérant qu'il y a lieu de réunir et de coordonner les dispositions relatives notamment aux traitements des préfets des études, des professeurs des cours généraux, des surveillants, des professeurs de dessin et de gymnastique dans les athénées royaux ; des directeurs, régents et instituteurs dans les écoles moyennes de l'État, pour garçons ; des directrices, régentes et institutrices dans les écoles moyennes de l'État, pour filles ;

Sur la proposition de Notre Ministre des sciences et des arts,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. Les traitements des préfets des études des athénées royaux, des professeurs des mêmes établissements, des professeurs des classes et sections latines annexées aux écoles moyennes de l'État, pour garçons, des surveillants, des professeurs de dessin et des professeurs de gymnastique, sont fixés comme suit :

A. — *Préfets des études.*

Traitement initial.	fr. 4,400
Après trois années de grade	4,800
Après sept années de grade.	5,200
Après onze années de grade.	5,700

B. — *Professeurs.*

Traitement initial.	fr. 2,600
Après trois années de service	2,900
Après six années de service	3,200
Après neuf années de service	3,500

Après douze années de service	3,800
Après quinze années de service	4,200
Après dix-neuf années de service	4,600
Après vingt-trois années de service	5,000
Après vingt-sept années de service	5,500

C. — *Surveillants.*

Traitement initial.	fr. 2,200
Après trois années de service	2,400
Après six années de service.	2,600
Après neuf années de service	2,800
Après douze années de service.	3,000
Après quinze années de service.	3,200
Après dix-neuf années de service	3,400
Après vingt-trois années de service	3,600

D. — *Professeurs de dessin et de gymnastique.*

Traitement initial.	fr. 1,600
Après trois années de service	1,800
Après six années de service.	2,000
Après neuf années de service	2,200
Après douze années de service.	2,400
Après quinze années de service.	2,600
Après dix-neuf années de service	2,800
Après vingt-trois années de service	3,000

ART. 2. Les traitements des directeurs, directrices, régents, régentes, instituteurs et institutrices sont fixés comme suit :

A. — *Directeurs et directrices.*

Traitement initial.	fr. 3,200
Après trois années de grade.	3,500
Après six années de grade	3,800
Après neuf années de grade.	4,100
Après douze années de grade	4,500

B. — *Régents et régentes.*

Traitement initial.	fr. 2,100
Après trois années de grade	2,300
Après six années de grade	2,500
Après neuf années de grade,	2,700
Après douze années de grade	2,900
Après quinze années de grade	3,100

Après dix-huit années de grade	3,300
Après vingt et une années de grade	3,500
Après vingt-trois années de grade	3,700
Après vingt-cinq années de grade	4,000

C. — *Instituteurs et institutrices.*

Traitement initial fr.	1,700
Après trois années de service	1,900
Après six années de service.	2,100
Après neuf années de service	2,300
Après douze années de service	2,500
Après quinze années de service.	2,700
Après dix-huit années de service	2,900
Après vingt et une années de service	3,100
Après vingt-quatre années de service . . .	3,300
Après vingt-sept années de service	3,600

ART. 3. — Les délais fixés pour l'octroi des augmentations de traitement prévues aux articles 1 et 2 pourront être prorogés par le gouvernement, si le titulaire laisse à désirer dans l'exercice de ses fonctions ou sous le rapport de la conduite.

ART. 4. — Tout membre du personnel enseignant, qui n'a pas de services antérieurs valables par application des articles 5 et 6 du présent arrêté, débute au traitement initial.

ART. 5. — Les services rendus, soit à titre effectif, soit à titre intérimaire, dans les établissements d'instruction soumis au régime des lois organiques de l'enseignement moyen et dans l'enseignement normal primaire de l'Etat, postérieurement à l'obtention du diplôme légal ou de la dispense prévue par l'article 7 de la loi du 15 juin 1881, par les professeurs agrégés du degré supérieur, les docteurs en philosophie et lettres, les docteurs en sciences physiques et mathématiques, les docteurs en sciences naturelles, les porteurs du diplôme de capacité pour l'enseignement du dessin et de la gymnastique dans les athénées royaux ou les titulaires dispensés de la condition du diplôme légal, sont assimilés, au point de vue du classement et de la fixation du traitement, aux services ordinaires.

ART. 6. — Seront assimilés aux services ordinaires au point de vue du traitement et du classement : 1° les services rendus par les instituteurs et les institutrices dans l'enseignement moyen de l'Etat ou des communes, dans les écoles normales primaires de l'Etat, ainsi que dans les établissements d'instruction dépendant du ministère de la justice ; 2° à partir de la quatrième année, les services admissibles dans la supputation du taux de leur pension éventuelle en exécution de la loi du 15 mai 1912, rendus par les instituteurs ou institutrices, les professeurs agrégés et les régentes d'école moyenne dans les écoles primaires communales, adoptables ou adoptables ; 3° à partir de la

quatrième année, lorsqu'ils seront nommés régents ou régentes, les services effectifs ou intérimaires que les professeurs agrégés et les régentes d'école moyenne auront rendus, postérieurement à l'obtention du diplôme légal ou de la dispense prévue par l'article 7 de la loi du 15 juin 1894 dans un des établissements énumérés ci-dessus.

ART. 7. — Les professeurs promus au grade de préfet des études, le régent appelé aux fonctions de directeur, la régente nommée directrice, l'instituteur ou l'institutrice promu régent ou régente dont le traitement dépasse le minimum déterminé par le présent arrêté, recevront, dès leur entrée en fonctions, le traitement immédiatement supérieur à celui dont ils jouissaient en leur ancienne qualité et ensuite, dans les délais prévus aux articles 1^{er}, 2 et 3, les autres augmentations de traitement.

ART. 8. — Comme première application du présent arrêté, le traitement annuel des agents en fonctions qui ne tombent pas sous l'application de l'article 3, sera fixé à nouveau d'après les bases établies par les articles 1^{er} et 2.

ART. 9. — Les traitements indiqués ci-dessus seront réduits de la moitié pour le professeur de dessin ou de gymnastique, qui exercera une autre fonction dans l'enseignement moyen de l'Etat du degré supérieur.

La même réduction sera opérée sur le traitement affecté à la place de professeur dédoublant lorsque celui-ci occupe en même temps la place principale.

ART. 10. — Les traitements fixés par les arrêtés organiques du 25 juillet 1879 et du 13 décembre 1878 subiront une réduction d'un quart pour le professeur de dessin ou de gymnastique qui occupera la même fonction dans une école moyenne de l'Etat.

ART. 11. — Les arrêtés royaux du 20 juillet 1900, du 28 août 1911 et du 28 mai 1912 sont abrogés.

ART. 12. — Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à partir du 1^{er} octobre 1912.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. POULLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1913.

Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten
voor het dienstjaar 1913 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VAN CAUWELAERT.

MIJNE HEEREN;

De kredieten, door het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten aangevraagd voor het dienstjaar 1913, bedragen :

Voor de gewone uitgaven.	fr.	41,031,122
Voor de uitzonderlijke uitgaven.		1,168,727
Te zamen.		fr. 42,199,849

Volgens deze ramingen zal de begrooting de vorige met 1,510,447 frank overschrijden.

Deze verhooging valt uitsluitend ten laste van de gewone uitgaven — voor de uitzonderlijke uitgaven is er zelfs een geringe vermindering van 26,318 fr. — en zij blijft volstrekt binnen de normale grenzen. Zij is enkel het gevolg van de trapsgewijze uitbreiding onzer instellingen voor wetenschappen en kunsten, van de gestadige ontwikkeling van het openbaar onderwijs en van de maatregelen tot verbetering van den toestand van sommige klassen van het onderwijzend personeel, welke verleden jaar werden ingevoerd. Die maatregelen kwamen vooral ten goede aan de leeraars en onderwijzers van de atheneums en de middelbare scholen van den Staat, alsmede aan de wereldlijke en gediplomeerde onderwijzeressen van de onder 's Rijks toezicht staande Fröbelscholen. De bijkomende uitgaven wegens die beide oorzaken worden onderscheidenlijk geraamd op 425,000 frank en op 300,000 frank.

(1) Begrooting, n^o 4^{VII}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Poncellet, Van Cauwelaert, Colaert, Devèze, de Lalieux, Borginon.

DE SCHOOLPOLITIEK VAN DE KATHOLIEKE REGEERING.

Vaak verwijt men aan de katholieke Regeering, in de kringen die haar bestrijden, dat zij de belangen van het volksonderwijs en van het wetenschappelijk onderwijs heeft verwaarloosd. Tegenover de toenemende stijging der kredieten, welke de Regeering jaarlijks heeft besteed aan het openbaar onderwijs. Van elken graad, verzwindt dat argument.

Voor het *lager onderwijs* bedroegen de gewone uitgaven :

in 1888 fr.	9,954,307.40
in 1890 fr.	10,581,335.19
in 1895 fr.	11,183,472.29
in 1900 fr.	15,224,475.76
in 1905 fr.	17,499,166.55
in 1910 fr.	21,239,158.08

De sommen, die voor het *middelbaar onderwijs* van den Staat werden uitgegeven, bedroegen slechts 2,136,468 frank in 1880; onder de katholieke Regeering bedragen zij :

in 1888 fr.	3,708,468.95
in 1890 fr.	3,853,216.04
in 1895 fr.	3,961,872.16
in 1900 fr.	4,378,790.80
in 1905 fr.	4,616,981.98
in 1910 fr.	4,980,452.42

Voor het *hooger onderwijs* vermeerderden de gewone uitgaven :

van 1880 tot 1885, met	282,490 frank,
— 1885 — 1890, —	80,860 —
— 1890 — 1895, —	265,591 —
— 1895 — 1900, —	303,825 —
— 1900 — 1905, —	278,384 —
— 1905 — 1910, —	282,065 —

Van 1878 tot 1909 werden er daarenboven 18,637,749 frank uitgegeven voor de gebouwen en de benodigdheden dierzelfde Hoogescholen. Slechts een vierde der uitgaven viel de belanghebbende steden ten laste.

Bovenstaande cijfers zijn afdoende.

Nochtans doen zij den vooruitgang, welken wij gedurende deze laatste vijf en twintig jaren hebben verwezenlijkt op schoolgebied, nog niet genoeg inzien. Wij hebben namelijk de private onderwijsinrichtingen en onderwijsinstellingen op wonderbare wijze zien opbloeien en de invloed van die edelmoedige ondernemingen, welke men bijna uitsluitend aan de katholieken heeft te danken, was uiterst weldoende.

Op 31 December 1910 waren er in de aangenomen en aanneembare scholen 418,335 leerlingen, dus bijna de helft van het geheel getal leerlingen onzer lagere scholen waarop toen toezicht werd uitgeoefend. En het is niet noodig eenige statistiek in te zien om te kunnen bevestigen dat alleen de vrije katholieke middelbare scholen, van den hooger en den lageren graad, zoo voor jongens als voor meisjes, door twee derden der

leerlingen van het middelbaar onderwijs worden bezocht. De Leuvensche Hoogeschool alleen telt evenveel Belgische leerlingen als onze twee Staats-hoogescholen te zamen (1).

Wanneer men zich een denkbeeld wil maken van de pogingen welke in ons land voor de verstandelijke opleiding des volks werden gedaan, mag men dus zulk machtig, zulk weldadig initiatief niet over 't hoofd zien. Wijselijk handelde de katholieke Regeering, wanneer zij den steun daarvan niet versmaadde, zooals de vorige Regeering had gedaan, en wanneer zij aan de vrije gestichten de wettelijke erkenning en — wat betreft het volks-onderwijs — hare geldelijke ondersteuning verleende. Door die ruime en verdraagzame politiek heeft de katholieke Regeering bewezen dat zij zeer bezorgd was om de gewetensvrijheid der Belgische ouders geenszins te krenken. Tevens kon zij groote bezuinigingen doen zonder de weldaden van een machtig en verscheiden nationaal onderwijs te verminderen.

Wij zullen niet in herinnering brengen welke hieromtrent de ramingen zijn wat aangaat het hooger en het middelbaar onderwijs. Dat zou geen practisch nut opleveren. Het kan echter nuttig zijn, eenige aanwijzingen te geven betreffende het lager onderwijs; trouwens, de uitgaven, welke de huidige toestand aan de private vrijgevigheid oplegt, zijn zoo aanzienlijk dat de Regeering er voor zorgen moet, het zedelijk en financieel voordeel, dat deze bewonderenswaardige pogingen haar aanbrengen, niet te verliezen door die pogingen te ontmoedigen.

HET IS NOODIG DE WET TOT REGELING VAN HET LAGER ONDERWIJS TE HERZIEN.

Te dien einde maakten wij een beknopten staat op van de voornaamste uitgaven, welke door de openbare machten in 1910 werden gedaan ten behoeve van elke der drie groepen van onder toezichtstaande scholen, erkend door onze wet tot regeling van het lager onderwijs. De cijfers zijn ontleend aan de jongste officieele tabel betreffende het gebruik der gelden, daartoe verleend door den Staat, de provinciën en de gemeenten.

A. *Uitgaven betreffende den dienst der gemeentescholen.*

Oprichting, verbetering, enz. van lagere gemeentescholen,	
en onderwijzerswoningen	fr. 9,153,150.43
Jaarwedden van het personeel.	22,144,765.39
Uitgaven voor het materieel	4,542,576.76
Jaarwedden van de onderwijzers	(2) 371,359.—
Wachtgelden	(2) 264,539.—
Te zamen . . . fr.	36,276,370.58

(1) Gedurende het academisch jaar 1908-1909 waren er te Leuven 2,117 Belgische studenten, te Luik 1,372, te Brussel 910 en te Gent 849.

(2) Dit zijn benaderende cijfers; het is immers niet mogelijk, het aandeel, dat de wereldlijke onderwijzers van de aangenomen scholen hebben in die kredieten, volkomen af te

Nu, op 31 December 1910 waren er, in al de gemeentescholen van het land, in 't geheel 511,012 leerlingen. De gemiddelde uitgave per leerling bedroeg dus fr. 70.98.

B. Uitgaven betreffende de aangenomen scholen.

Voor het personeel	fr. 4,339,909
Voor het materieel.	810,457
Jaarwedden van de tijdelijke onderwijzers (1)	40,000
Wachtgeld (1)	25,000
Te zamen.	fr. 5,215,366

Op 31 December 1910 waren er in deze scholen 236,004 leerlingen ; de uitgave per leerling vermindert bijgevolg tot fr. 22.10.

C. Toelagen verleend aan de aanneembare scholen.

Reglementaire toelagen van den Staat.	fr. 2,573,139.—
Vergeldende toelagen van den Staat	973,910.—
Toelagen van de gemeenten	61,179.21
Toelagen van de provinciën	158,966.66
Toelagen van de weldadigheidsbureelen	22,289.83
Te zamen.	fr. 3,771,484.70

De leerlingen van deze scholen waren op denzelfden datum ten getale van 182,231; de gemiddelde toelage per leerling bedraagt dus 20.68.

De diensten, door elke van deze verschillende groepen scholen bewezen, zijn van gelijke waarde; toch is er blijkbaar een overgroot verschil tusschen de voordeelen welke haar zijn toegekend. Nochtans hebben wij, om de zaak minder ingewikkeld te maken, sommige bijkomende of onrechtstreeksche voordeelen, buiten de overige overvloedige gunsten verleend aan de gemeenteschool, niet in aanmerking genomen. En deze schreeuwende ongelijkheid, welke door de openbare machten wordt gemaakt tusschen de volksscholen, werd niet voorgoed hersteld door het bijkomend krediet van vier millioen, bestemd om, langs den weg der begrooting, verhoogingen van jaarwedden te verleen en aan de Belgische, wereldlijke en gediplomeerde onderwijzers der onder toezicht staande scholen. Volgens de gegevens verstrekt door den Minister van Wetenschappen en Kunsten, is het

zonderen van de globale sommen vermeld in de officieele tabel. Wij namen hier de verhouding aan, blijkende uit de verdeeling van de vier bijkomende millioenen (art. 71 der Begrooting).

(1) Hier geldt dezelfde aanmerking als in de voorgaande nota.

benaderend aandeel van de verschillende groepen scholen in deze verhoogingen bepaald als volgt (1) :

Gemeentescholen	fr. 3,200,000
Aangenomen scholen.	550,000
Aanneembare scholen	450,000

*
* *

Dat is ontegensprekelijk een onregelmatige toestand. Het is noodig, de financiële regeling voor onze onder toezicht staande lagere scholen eerlang te herzien. Dit vergt niet alleen de rechtvaardigheid, maar ook de vrijheid van geweten en 's lands vooruitgang op verstandelijk gebied. Overigens, deze herziening hield in hooge mate, zooniet hoofdzakelijk, de genoederen bezig bij de jongste verkiezingen en de openbare meening wordt onrustig, omdat er met die zaak geen komaf wordt gemaakt. Daarom ook heeft de Middenafdeeling, met algemeene stemmen min eene, den wensch geuit dat het schoolvraagstuk eerlang gesteld en voorgoed opgelost worde.

De zooeven aangehaalde redenen komen mij afdoende voor. Doch, buiten deze redenen van maatschappelijken en politicken aard zijn er redenen van gepastheid, zoo voor het bestuur als voor de wetgeving, waarom al de parlementsleden en alle lagere onderwijzers, tot welke meening zij ook mogen behooren, moeten verlangen dat er een einde kome aan den ingewikkelden en overigens voorloopigen toestand waarin wij verkeerden. Thans draagt de Staat in de jaarwedde van de onderwijzers bij door middel van reglementaire, aanvullende, bijkomende, buitengewoone, vergeldende toelagen; sommige daarvan zijn geregeld door de organische wet en de wijzigingen welke zij achtereenvolgens onderging, andere zijn geregeld bij koninklijke besluiten, welke kunnen genomen worden krachtens eene eenvoudige goedkeuring van de Begroting. Beschouwt men de zaak in louter wettelijk opzicht, dan is 'dit alles volstrekt onberispelijk. Ook zal niemand durven betwisten dat de door de Regeering genomen maatregelen om te verhinderen dat het onderwijzend personeel in zijne stoffelijke belangen erg werd geschaad door zekere voorvallen die ter Kamer ontstonden, onze volle goedkeuring verdienen. Evenwel staat het, van stonden aan, vast dat de bepalingen, krachtens welke de door den Staat verleende schooltoelagen worden verdeeld, niet eenvoudig genoeg zijn en, in zekere mate, gemis van eenheid vertoonen. Niet zelden geven zij aanleiding tot zonderlinge, soms onrechtvaardige toestanden,

(1) Het eerste millioen, verleend voor het laatste semester 1911, werd werkelijk verdeeld als volgt :

Fr. 795,550 voor 11,427 gemeenteonderwijzers (allen gediplomeerd).
 80,419 voor 1,225 aangenomen onderwijzers (56 niet-gediplomeerde, doch in bediening vóór 1895).
 105,761 voor 1,407 aanneembare onderwijzers (27 niet-gediplomeerd, doch in bediening vóór 1895).

Te zamen fr. 981,810 voor 14,057 lagere onderwijzers.

welke de betrokken Minister tracht zoo spoedig mogelijk te verbeteren, doch welke onvermijdelijk zijn en zich opnieuw zullen voordoen onder een anderen vorm, zoolang het Parlement er niet toe beslist, eene nieuwe schoolwet te maken, welke wet voortaan de gewetensvrijheid van alle burgers doelmatig zou vrijwaren, een toonbeeld van schoolinrichting in ons land zou invoeren en tevens aan onze onderwijzers en onderwijzeressen een eenvoudig, mild en definitief statuut zou verzekeren.

Overigens, de stand van het vraagstuk is niet meer dezelfde als waar wij het schijnen te hebben gelaten in 1911. Dank zij de maatregelen, door de Regeering genomen en tweemaal goedgekeurd door de Kamers, zijn wij eene voor allen aannemelijke oplossing nabijgekomen. Onderstaande vergelijkende tabel doet uitschijnen de merkelijke verhoogingen van den wettelijken loonstandaard der onderwijzers, zooals hij werd bepaald bij de wetten van 15 September 1895 en 24 Mei 1906. Een gering geldoffer kan volstaan om de belanghebbenden te bevredigen. Anderdeels zal het, ten gevolge van de geldelijke vergoedingen welke in de jongste jaren werden verleend aan het gesubsidieerd vrij onderwijs, veel minder moeite kosten om eene aannemelijke formule te vinden. Doch, het zij nogmaals gezegd, het is dringend noodig het aangevangen werk te voltrekken, het naar vereischte aan te vullen in een practischen en redematigen vorm en het regelmatig te doen bekrachtigen door eene organieke wet.

VERDEELING VAN DE BIJKOMENDE TOELAGE VAN 4 MILLIOEN.

(ART. 71.)

De regelen tot verdeling van de kredieten, in 1911 en 1912 toegestaan om voorloopig aan de wereldlijke en gediplomeerde onderwijzers der onder toezicht staande scholen eene bijkomende wedde te verleen en ter aanvulling van den bestaanden loonstandaard, werden bepaald bij besluit van 30 Januari 1912. In de bijlage I hebben wij den volledigen tekst van dit belangrijk stuk overgenomen. Doch, opdat men met een enkelen oogslag zou kunnen oordeelen over den juisten aanvang van deze maatregelen, achten wij het geraden in eene zelfde tabel naast elkander te vermelden de cijfers der jaarwedden van ons lager onderwijzend personeel, zooals zij voortspruiten, enerzijds, uit de wetten van 15 September 1895 en 21 Mei 1906, en, anderzijds, uit bedoeld koninklijk besluit in verband met de vroegere wetten.

Gewone jaarwedden van het onderwijzend personeel der lagere scholen, dat krachtens de organieke wet van 1895 recht heeft op het wettelijk minimum.

- a) Krachtens de wetten van 1895 en 1906;
- b) Krachtens het koninklijk besluit van 30 Januari 1912, in verband gebracht met deze wetten.

DIENTJAREN.	5 ^e reeks.	4 ^e reeks.	3 ^e reeks.	2 ^e reeks.	1 ^e reeks.
-------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

A. Onderwijzers.

Aanvangswedde . . .	a) 1,200	1,400	1,600	1,800	2,400
	b) 1,400	»	»	»	»
5 ^e jaar	a) 1,300	1,500	1,700	1,900	2,500
	b) 1,550	1,550	1,750	»	»
9 ^e —	a) 1,400	1,600	1,800	2,000	2,600
	b) 1,700	1,700	1,900	»	»
13 ^e —	a) 1,500	1,700	1,900	2,100	2,700
	b) 1,850	1,850	2,050	»	»
17 ^e —	a) 1,800	1,800	2,000	2,200	2,800
	b) 2,100	2,100	2,200	»	»
21 ^e —	a) 1,900	1,900	2,100	2,300	2,900
	b) 2,250	2,250	2,350	»	»
25 ^e —	a) 2,000	2,000	2,200	2,400	3,000
	b) 2,400	2,400	2,500	»	»

B. Hulponderwijzers.

Aanvangswedde . . .	a) 1,000	1,100	1,200	1,300	1,400
	b) 1,300	1,300	1,400	1,400	»
5 ^e jaar	a) 1,100	1,200	1,300	1,400	1,500
	b) 1,450	1,450	1,550	1,550	1,550
9 ^e —	a) 1,200	1,300	1,400	1,500	1,600
	b) 1,600	1,600	1,700	1,700	1,700
13 ^e —	a) 1,300	1,400	1,500	1,600	1,700
	b) 1,750	1,750	1,850	1,850	1,850
17 ^e —	a) 1,700	1,700	1,700	1,700	1,800
	b) 2,100	2,100	2,100	2,000	2,000
21 ^e —	a) 1,800	1,800	1,800	1,800	1,900
	b) 2,250	2,250	2,250	2,150	2,150
25 ^e —	a) 1,900	1,900	1,900	1,900	2,000
	b) 2,400	2,400	2,400	2,300	2,300

DIENSTJAREN.	5 ^e reeks.	4 ^e reeks.	3 ^e reeks.	2 ^e reeks.	1 ^e reeks.
--------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

C. Onderwijzeressen.

Aanvangswedde	a) 1,200	1,300	1,400	1,600	2,200
	b) 1,300	„	„	„	„
5 ^e jaar	a) 1,300	1,400	1,500	1,700	2,300
	b) 1,450	1,450	1,550	„	„
9 ^e —	a) 1,400	1,500	1,600	1,800	2,400
	b) 1,600	1,600	1,700	„	„
13 ^e —	a) 1,500	1,600	1,700	1,900	2,500
	b) 1,750	1,750	1,850	„	„
17 ^e —	a) 1,700	1,700	1,800	2,000	2,600
	b) 1,900	1,900	2,000	„	„
21 ^e —	a) 1,800	1,800	1,900	2,100	2,700
	b) 2,050	2,050	2,150	„	„
25 ^e —	a) 1,900	1,900	2,000	2,200	2,800
	b) 2,200	2,200	2,300	„	„

D. Hulponderwijzeressen.

Aanvangswedde	a) 1,000	1,100	1,100	1,200	1,200
	b) 1,200	1,200	1,200	„	„
5 ^e jaar.	a) 1,100	1,200	1,200	1,300	1,300
	b) 1,350	1,350	1,350	1,350	1,350
9 ^e —	a) 1,200	1,300	1,300	1,400	1,400
	b) 1,500	1,500	1,500	1,500	1,500
13 ^e —	a) 1,300	1,400	1,400	1,500	1,500
	b) 1,650	1,650	1,650	1,650	1,650
17 ^e —	a) 1,300	1,500	1,500	1,600	1,600
	b) 1,800	1,800	1,800	1,800	1,800
21 ^e —	a) 1,600	1,600	1,600	1,700	1,700
	b) 1,950	1,950	1,950	1,950	1,950
25 ^e —	a) 1,700	1,700	1,700	1,800	1,800
	b) 2,100	2,100	2,100	2,100	2,100

Het besluit ter uitvoering van artikel 68 der Begrooting had ten doel, de bestaande jaarwedden te verbeteren en tevens eenheid in deze jaarwedden te brengen. De verhoogingen waren over 't algemeen zeer merkelyk. Voor de hulponderwijzeressen werd de eenmaking volkomen tot stand gebracht; evenzoo, op weinig na, voor de hulponderwijzers. Feitelyk werd de vijfde reeks afgeschaft.

Men heeft de Regeering verweten, de onderwijzers en de onderwijzeressen der eerste twee reeksen over 't hoofd te hebben gezien. Het is waar,

mocht overal de werkelijke toestand der belanghebbenden diegene zijn, welke in bovenstaande tabellen is aangegeven, dan zou het zonderling voorkomen dat men sommige onderwijzers, hulponderwijzers en onderwijzeressen van de derde reeks in een beteren toestand zou plaatsen dan hunne ambtgenooten van de hoogere reeks. Maar feitelijk zijn de jaarwedden, in de groote gemeenten verleend aan het onderwijzend personeel, veel hooger dan die, welke door de wet zijn vastgesteld, en, daar de te verdeelen som bepaald is, zou de Regeering aan die onderwijzers geen hoogere vergoeding hebben kunnen toekennen zonder het aandeel van ongelukkigeren dan zij te verminderen. Het zal overigens gemakkelijk zijn, die schijnbare strijdigheid in de nieuwe schoolwet te doen verdwijnen.

Andere meer belangwekkende toestanden hebben de bevoegde overheid aangezet, nogmaals handelend op te treden. Ziehier, bij voorbeeld, een hulponderwijzer van de vierde reeks, die, in den loop van zijn dertiende dienstjaar, wordt bevorderd tot het ambt van onderwijzer in eene gemeente van dezelfde reeks. Hij zal slechts recht hebben, als hoofdsom, op de minimumjaarwedde van die reeks — zijne diensten als hulponderwijzer komen immers niet in aanmerking —, dus op 1,400 frank + 150 frank verhooging wegens het bijkrediet der 4 millioen, te zamen 1,550 frank. Ware hij integendeel hulponderwijzer gebleven, dan zou hij getrokken hebben 1,400 frank als minimumjaarwedde, + 500 frank verhooging krachtens de organieke wet, + 350 frank aanvullende wedde en verhooging ingevolge het koninklijk besluit van 30 Januari 1912, dus 1,750 frank. Zóó kon de belanghebbende in dezen vernederenden toestand gebracht worden: de hoofdonderwijzer in een bepaalde gemeente zou, na een gelijk getal jaren dienst in dezelfde schoolreeks, een minder inkomen hebben dan de onder zijn toezicht staande hulponderwijzer.

Terecht oordeelde de Regeering dat die toestand onregelmatig was en bij koninklijk besluit van 31 December 1912 tot aanvulling van het besluit van 30 Januari 1912 besliste zij dat, mocht een onderwijzer eenigé schade lijden uit hoofde van zijne bevordering, hij eene vergoeding zou ontvangen, waardoor zijne wedde opnieuw zou worden gebracht tot op het bedrag dat hij zou bereikt hebben, indien hij hulponderwijzer was in de reeks, tot welke hij thans behoort. In bovengemeld geval zou dus de belanghebbende, krachtens het nieuw besluit, eene aanvullende vergoeding van 200 frank trekken. Zooals blijkt uit de tabel toegevoegd aan bedoeld koninklijk besluit (Bijlage II, letter J, van het koninklijk besluit), begunstigt die bepaling vooral de onderwijzers der gemeenten van de tweede reeks, die, over 't algemeen, slechts na lange jaren worden benoemd tot hoofdonderwijzer.

Soortgelijke toestanden kunnen zich voordoen, wanneer eene gemeente van eene lagere reeks tot eene hoogere reeks overgaat.

« Bij voorbeeld, een onderwijzer heeft acht jaren dienst als hulponderwijzer en behoort tot eene gemeente, vroeger in de 5^e reeks en thans in de 4^e gerangschikt. Die onderwijzer zal recht hebben op eene aanvangswedde van 1,400 frank, krachtens de wet van 1895, vermeerderd met eene verhooging van 150 frank, bij toepassing van het koninklijk besluit van

30 Januari 1912, uit hoofde van zijne dertien jaren dienst, dus te zamen 1,550 frank. Behoorde de gemeente nog tot de 5^e reeks, dan zou die onderwijzer aanspraak hebben op 1,200 frank als aanvangswedde, verhoogd met 200 frank uit hoofde van zijne acht jaren werkelijken dienst, alsmede met eene bijwedde van 200 frank en eene verhooging van 150 frank krachtens bedoeld besluit van 30 Januari 1912, te zamen 1,750 frank.

» Door de verandering van reeks onderging hij dus een verlies van 200 fr. in vergelijking met het inkomen dat hij thans trekt (1). »

Artikel 1, litt. H., van het koninklijk besluit van 31 December 1912 kent, in gevallen van dien aard, eene vergeldende vergoeding toe, in verhouding tot het inkomen waarop de belanghebbende zou aanspraak gehad hebben, indien hij, van den aanvang zijner loopbaan af, tot de nieuwe reeks behoord had.

Eindelijk worden door artikel 2 van hetzelfde besluit in aanmerking genomen, bij het vaststellen van het getal dienstjaren, de ambten vervuld in de onder toezicht staande bewaarscholen, in de weldadigheidscholen afhangende van het Ministerie van Justitie, in 's Rijks normaalscholen of in de aangenomen normaalscholen, in de betalende lagere scholen en in de voorbereidende klassen van eene openbare of private inrichting van middelbaar onderwijs; artikel 3 verleent bijwedden aan de tijdelijke onderwijzers, die onderwijzers vervangen, welke ter beschikking zijn gesteld wegens ziekte, in het belang van den dienst of bij tuchtmaatregel. Het voordeel van deze bepaling geldt niet voor de tusschentijdige onderwijzers, die onderwijzers vervangen, welke slechts met verlof afwezig zijn.

Het koninklijk besluit van 31 December 1912 had ten doel, sommige leemten aan te vullen, welke uit de toepassing waren gebleken en door het besluit van 30 Januari niet voorzien waren. Het bedoelt vooral afzonderlijke gevallen.

Soortgelijke tegenstrijdigheden bestaan ook ten nadeele van het vrij onderwijs. Zoo, bij voorbeeld, kan het volgens de bestaande grondslagen van verdeling gebeuren dat de kloosterlingen, die zijn belast met het onderwijs in de aangenomen scholen gelijkgesteld met de gemeentescholen, minder toelagen ontvangen dan die der aanneembare scholen; zij hebben immers geen aandeel noch in het vergeldend millioen (zie Bijlage III), noch in de tijdelijke toelage van 4 millioen.

Wellicht kan de ondervinding nog andere tegenstrijdigheden aan 't licht brengen; ze kunnen slechts ons eerste gezegde bevestigen, waardoor wij bewijzen dat de schoolwet dient te worden herzien in het belang van al wie zich toewijdt aan het lager onderwijs.

*
* *

(1) Ontleend aan de onderrichtingen, door den Minister van Wetenschappen en Kunsten gegeven aan de hoofdopzieners, als gevolg op het koninklijk besluit van 31 December 1912.

Een lid drukte zijne verwondering uit over het feit, dat de onderwijzers van de voorbereidende afdeelingen in 's Rijks middelbare scholen en in de gemeentelijke middelbare scholen geen aandeel hebben gekregen in de 4 miljoen. Men heeft hem doen opmerken dat die onderwijzers behooren, niet tot het lager onderwijs, maar wel tot het kader van het middelbaar onderwijs en overigens eene hoogere jaarwedde trekken dan de eigenlijke lagere onderwijzers. Het is dus niet mogelijk beide groepen gelijk te stellen. In de bijlage IV is opgenomen de loonstandaard van de onderwijzers en onderwijzeressen bij het middelbaar onderwijs, zooals die geregeld werd bij koninklijk besluit van 28 November 1912. Wat de onderwijzers der gemeentelijke middelbare scholen betreft, deze hangen uitsluitend van de gemeente af. De Staat bemoeit zich noch met hunne benoeming, noch met hunne wedde. In den huidige toestand is het dus onmogelijk, langs den weg der Begrooting te beslissen dat er hun eene verhooging van wedde zal verleend worden.

Bij artikel 65 drukt een lid den wensch uit, dat de Minister eenige verbeteringen brenge in de jaarwedden der onderwijzers bij de oefenscholen der normaalscholen. Het geldt een keurpersoneel dat aanmoediging verdient.

Een lid drukt den wensch uit, dat men de tijdelijke normaalleergangen, die sedert eenige jaren te Brussel worden gegeven in de Fransche taal, insgelijks in de Vlaamsche taal zou geven, en dat men aan de leeraars van de aangenomen normaalscholen de vergoedingen zou verleen, welke zijn toegekend aan de personen opgeroepen om die reeksen voordrachten bij te wonen. Het schijnt overigens wenschelijk dat dit aanvullend paedagogisch onderwijs, bestemd om onze methodologie op te frisschen, niet uitsluitend voorbehouden worde voor de opzieners en leeraars van normaalscholen, doch in de bijzonderste centrum van het land ingericht worde opdat de beste onderwijzers het zonder moeite kunnen bijwonen.

Een lid drukte de meening uit, dat de stoffelijke toestand der onderwijzers en onderwijzeressen niet voorgoed kan geregeld worden, indien men de statuten der pensioenkas voor weduwen en weezen niet grondig herzielt. Deze kas bezit een overschot van inkomsten van meer dan dertig miljoen en de pensioenen, welke zij verleent, zijn bespottelijk gering. De belanghebbenden hebben zich tot den achtbaren Minister van Wetenschappen en Kunsten gewend opdat de technische balans ervan worde opgemaakt, ten einde de statuten naar vaste en wetenschappelijke grondslagen te kunnen wijzigen.

MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Bij artikel 47 wordt door de Regeering eene kredietverhoging van 425,000 frank aangevraagd. Dat krediet moet dienen, ten bedrage van nagenoeg 400,000 frank, om te voorzien in de toepassing van den nieuwen loonstandaard van het onderwijzend personeel der koninklijke atheneums en middelbare scholen van den Staat voor jongens en meisjes. De wijzigingen, gebracht in den bestaanden standaard en in de bepalingen betreffende het vaststellen van het getal in aanmerking komende dienstjaren, werden

met de vroegere reglementen samengeschiedt bij koninklijk besluit van 28 November 1912. Dit besluit is hierna opgenomen als bijlage IV.

Een lid merkt aan, dat de godsdienstleeraars geheel en al over 't hoofd werden gezien bij het invoeren van die goedgunstige maatregelen. Het ware nochtans rechtvaardig, ook hunne jaarwedde in overeenstemming te brengen met de nieuwe sociale toestanden, waarop de herziening der jaarwedden van de wereldlijke leeraars steunde.

Bij artikel 43 drukt een lid de meening uit, dat de normaalschool van middelbaar onderwijs, te Brussel, een ruimere plaats zou moeten toekennen aan het onderwijs in het Nederlandsch gegeven.

Een lid vraagt zich af, of de vermeerdering van 10,000 frank, bij artikel 49 voorzien, toereikend is.

HOGER ONDERWIJS

Door een lid van de 3^{de} afdeling werden de niet te rechtvaardigen ongelijkheden aangeklaagd, welke, ten aanzien van de stoffelijke voordeelen, bestaan onder de professoren die, met gelijk gezag op wetenschappelijk gebied en gedurende een gelijk getal uren, aan dezelfde Hoogeschool onderwijs geven. Hij vraagt zich af, of het niet redelijker zijn zou, de wettelijke jaarwedde van al de professoren te verhoogen en de opbrengst van de les gelden, evenals van de inschrijvingen, te storten in 's Rijks kas. De Middenafdeeling, zonder daarover uitspraak te doen, deelt dit denkbeeld mede aanden Minister van Wetenschappen en Kunsten opdat hij het zou onderzoeken.

Een lid vestigde de aandacht op de verkeerde vermenigvuldiging van de wetenschappelijke titels, inzonderheid van de doctorstitels in ons hooger onderwijs. Het schijnt reeds buitensporig dat, in de meest gezochte vrije beroepen, het beroep van advocaat en dit van geneesheer, de doctorstitel wordt toegekend aan al wie het einddiploma van beroepsbekwaamheid bekomt. De doctorstitel is een wetenschappelijk voorrecht. Deze titel zou moeten voorbehouden worden alleen aan hen die, buiten den aanhoudenden ijver waarmede zij zich de lessen hunner meesters hebben eigen gemaakt, ernstige blijken hebben gegeven van dit zelfstandig wetenschappelijk denken, van die grondige en veelzijdige geleerdheid, van dien schranderen en oordeelkundigen geest, welke den jongen geleerde kenmerken. Zonder deze waarborgen wordt de doctorstitel verlaagd en kon men hem zonder bezwaar afschaffen.

In plaats van aan den doctorstitel het verdiende aanzien opnieuw te geven, houdt men niet op, talrijkere en gemakkelijkere middelen aan de hand te doen om dien titel te verwerven.

Benevens de wettelijke doctoraten heeft men in al onze hoogeschole wetenschappelijke doctoraten tot stand gebracht.

Om slechts te gewagen van onze Staatsuniversiteiten, deze begeben thans den titel van doctor in de staatswetenschap, in de sociale wetenschap,

in de administratieve wetenschap (koninklijk besluit van 2 October 1893), van doctor in de natuur- en scheikunde (koninklijk besluit van 31 October 1895), van doctor in de aardrijkskunde (koninklijk besluit van 20 Februari 1900), van doctor in kunst en oudheidkunde (koninklijk besluit van 26 October 1903) en eindelijk, tot overmaat, van doctor in lichamelijke opleiding (koninklijk besluit van 30 Juni 1908). En alsof dit niet volstond om voldoening te schenken aan al wie aanspraak maakt op een vergankelijke wetenschap, heeft men aan elk dezer doctoraten de ondergraden van candidatuur en licentiaat toegevoegd ten einde de achterblijvers, die niet zijn geslaagd en onderwege zijn blijven hangen, te troosten. En wat gebeurt in den schoot der oude faculteiten, vindt men, onder een anderen vorm, in de polytechnische scholen terug. Men vermenigvuldigt de titels van ingenieur en begeeft ze in een betreurenswaardig groot getal. Wat betreft den titel van ingenieur, wordt de toestand nog verergerd door het feit, dat, vermits de wet dezen titel op geenerlei wijze beschermt, de eerste de beste daarmee kan pronken, zonder ooit een leergang eener hoogeschool te hebben gevolgd.

De Commissie, in 1906 door de Regeering ingesteld ten einde het vestigen, in het buitenland, van gediplomeerde uit de Belgische inrichtingen van hooger onderwijs te vergemakkelijken, bekommerde zich om deze misbruiken. De heer d'Andrimont, schrijver van *L'Association des ingénieurs sortis de l'école de Liège*, is van oordeel dat « eene bijzondere wet den titel van ingenieur diende te beschermen op gelijke wijze als worden beschermd de titels van advocaat en van doctor in de geneeskunde; het is immers onaanvaardbaar dat een persoon, die geen diploma hoegenaamd of slechts een diploma van een lagere onderwijsinrichting bezit, met dezen titel pronke ».

De Commissie ging uit van een ander standpunt dan het onze. Zij had slechts het oog op het stoffelijk nadeel, dat voor het land onrechtstreeks moet voortspruiten uit de minachting welke de onbekwamen, die met een sluiptitel pronken in het buitenland, onvermijdelijk verwekken voor ons korps van universitaire vakmannen. Doch de kwaal, waarop zij wijst, doet zich voor in den schoot der Hoogeschool zelf en leidt én tot het verval van ons onderwijs én tot den ondergang van onzen wetenschappelijken roem in het buitenland.

Bij ons worden de wetenschappelijke graden bij de vleet uitgedeeld. Een verstandige en werkzame student kan, zonder zich al te zeer uit te putten, twee, drie verschillende titels van doctor veroveren na vier, vijf jaar studie. Dit ware nog zoo erg niet, indien men te onzent over het algemeen niet te vroeg in de Hoogeschool trad, vooral indien de verstandelijke opleiding van hen, die op een wetenschappelijken graad aanspraak maken, grondig genoeg was alvorens zij in de Hoogeschool treden. Verre van daar! Om toegelaten te worden tot gemelde graden, is het voldoende dat men eenig diploma van bijzonder ingenieur of van candidaat in de handelswetenschap bezit, dat men leeraar zij in het middelbaar onderwijs van den lageren graad, dat men een eenvoudig examen aflegge over de beginselen van de algemeene geschiedenis, de aardrijkskunde, de rekenkunde, de stekunde, de meetkunde, de

Fransche en de Vlaamsche taal, of dat de Regeering den candidaat eenvoudig meent te mogen ontslaan van elk examen. En, in plaats van af te nemen, schijnt die neiging hoe langs zoo meer toe te nemen. Dienaangaande zijn de jongst ingestelde doctoraten beteekenisvol. Om ingeschreven te worden voor de candidatuur in kunst en oudheidkunde, volstaat het dat men een titel hebbe, waaruit blijkt dat men bekwaam is, de leergangen der kunstafdeeling met goed gevolg te volgen, en dat de leeraars van gezegde leergangen, te zamen de commissie tot toelating uitmakende, een gunstig advies uitbrengen over de voorgelegde titels; om de wetenschappelijke graden in lichamelijke opvoeding te kunnen bekomen, volstaat het zelfs dat men het diploma van lager onderwijzer bezit.

Het wordt waarlijk tijd, dat men meer omzichtig handele. Doch, ten onrechte zou men in de eerste plaats de Regeering daarvoor aansprakelijk maken. De Regeering heeft — 't is een droevig feit — slechts gehoor gegeven aan soms dringende ingevingen vanwege onze academische raden zelf en aan de strekkingen welke zelfs aan onzen raad tot verbetering van het hooger onderwijs werden opgedrongen.

Beteekenisvol zijn in dit opzicht de besprekingen welke, vóór ongeveer een jaar, in den schoot van bedoelden raad plaats vonden over de gepastheid om bij onze Staatsuniversiteiten eene bijzondere candidatuur in administratieve wetenschap op te richten. Naar de bekentenis van den voorsteller, professor Orban zelf, van Luik was het doel, een wetenschappelijken titel te verschaffen aan hen die, zonder de rechten te bestudeeren, praktische kennis verlangen te verwerven omte kunnen belast worden met ambten in het bestuur van gemeenten, provinciën, enz.

De hoogeschool wordt dus hervormd in kweekschool van gemeentesecretarissen, gemeenteontvangers en dorpsburgemeesters! Ik overdrijf niets! Ziehier wat de heer Orban zegde: « De gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers zijn thans verplicht, lange en moeilijke examens af te leggen voor de Bestendige Deputatie; is het niet billijk dat men voor hen een ernstig voorbereidend onderwijs inrichte, met een woord eene candidatuur in de administratieve wetenschap?

» Zijn ook onze notabiliteiten op het platteland steeds op de hoogte van hun ambt en ware het niet wenschelijk dat, dank zij een aangepast onderwijs, de burgemeesters onzer dorpen bekwaam zouden zijn om met kennis van zaken de moeilijke vraagstukken op te lossen, welke zich voordoen op het gebied van volksgezondheid, van wegenis, politie, openbare weldadigheid, enz.?»

En de beide faculteiten der rechtsgelerdheid in onze Staatshoogescholen waren schier eensgezind om zoodanig voorstel te steunen; het groot gezag en de hooge welsprekendheid van professor Pirenne waren er noodig om te verhinderen dat het voorstel niet dadelijk door den bevoegden verbeteringsraad werd gesteund.

Soortgelijke strekkingen zijn betreurenswaardig. Wellicht is het wenschelijk, dat men wel ingerichte instellingen tot stand bringe om het verstandelijk peil en de beroepsbekwaamheid te verhoogen van hen, die sommige

vrije beroepen of bestuursambten uitoefenen, waarvoor geen wettelijk diploma wordt vereischt. Wil men deze instellingen bij voorkeur in eene hoogeschoolstad tot stand brengen opdat zij voordeel zouden kunnen trekken van de onmiddellijke nabijheid der hoogeschool, goed ! Doch men drijve het niet zoo ver ze bij de hoogeschool in te lijven en aldus ten bate van hen, die de leer- gangen dier instellingen volgen, wetenschappelijke titels te verlagen, welke door eene eerbiedwaardige, eeuwenoude traditie zijn gehuldigd. Dat is parasitisme op verstandelijk gebied.

« De hoogeschool, zegde de heer Pirenne, verlaagt zich hoe langs zoo meer door in haren schoot reeksen leerlingen op te nemen, die onvoldoend zijn voorbereid.

» Gaat men op dien weg voort, dan zal men er gewis toe komen, het peil der wetenschap te verlagen in plaats van het te verhoogen.

» Langzamerhand worden wij overstroomd door den vloed van deze sluip- kandidaten op allerlei wetenschappelijk gebied.

» Dat is niet de rol van de hoogeschool ! »

INSTELLINGEN VOOR KUNST EN WETENSCHAP.

In artikel 11 betreffende de toelagen en tegemoetkomingen aan letter- kunde en wetenschap is eene som van 25,000 frank uitgetrokken als tijde- lijke last. Een lid der Middenafdeeling vroeg waartoe deze toelage bestemd was; de Minister antwoordde dat « deze tijdelijke last van 25,000 frank bestemd is tot bevordering van eene proef van nationaal tooneel, waar de in 't Fransch geschreven tooneelstukken zullen worden vertoond in voor bijval gunstige voorwaarden. » Een lid drukt den wensch uit, dat, in dit geval en in algemeenen regel, de volledige gelijkheid van rechten onder de gelijk- aardige instellingen en werken in de Nederlandsche zoowel als in de Fransche taal in acht genomen worde.

ART. 15. — Een lid drukt den wensch uit dat de wedde van het weten- schappelijk personeel der Koninklijke Sterrenwacht eerlang verhoogd worde ; hetzelfde lid verzoekt de Middenafdeeling, aan den Minister te vragen of hij van plan is dit te doen.

De Regeering heeft, als het ware, den wensch van het achtbaar lid bij voor- baat beaamd. Bij koninklijk besluit van 21 December 1912 werd bedoelde loonrooster herzien en werden de wedden vastgesteld als volgt :

	Minimum.	Medium.	Maximum.
Bestuurder-toezichter	7,000	7,500	8,000
Wetenschappelijke bestuurders	7,000	7,500	8,000
Waarnemers	5,500	6,000	6,500
Hulpwaarnemers	4,200	4,600	5,000
Assistenten 1 ^{ste} klasse	3,200	3,600	4,000
Assistenten 2 ^{de} klasse	2,200	2,600	3,000
Klerk-boekhouder	2,200	—	4,000
Werktuigkundige	2,200	—	4,000
Hulpwerktuigkundige	1,200	—	3,200

De medium- en maximumjaarwedden kunnen slechts na twee en vier jaar worden verleend.

De maximumjaarwedde van de adsistenten 1^e klasse kan, in uitzonderlijke omstandigheden, om de twee jaar verhoogd worden tot 4,200, 4,400 en 4,600 frank.

Verhoogingen van 200 frank kunnen, om de twee jaar, door den Minister van Wetenschappen en Kunsten worden toegekend aan den klerk-boekhouder, den werktuigkundige en de hulpwerktuigkundigen.

Verdienstelijke ambtenaren en bedienden, die meer dan 23 jaren dienst tellen, meer dan 50 jaar oud zijn en sedert ten minste drie jaar het maximum hunner wedde genieten, kunnen eene verhoging van een tiende van deze maximumwedde verkrijgen en, drie jaar later, eene tweede verhoging van nogmaals een tiende.

Art. 17. — De Middenafdeeling verzocht den Minister te zeggen :

a) Wanneer, naar zijne berekening, het opmaken van den retrospectieven catalogus der koninklijke bibliotheek zou klaar zijn ?

b) Welke som tot nu toe werd besteed aan het opmaken van dezen catalogus ?

Wij ontvingen het volgend antwoord :

De retrospectieve catalogus van de koninklijke bibliotheek bevat drie afdeelingen : den alphabetischen catalogus, den analytischen catalogus en den systematischen (décimale) catalogus..

De alphabetische catalogus wordt opgemaakt in vier dactylographische exemplaren van elk geschreven fiche; men schat dat hij ter beschikking van het publiek zal kunnen gesteld worden over zes maanden.

Wat betreft den analytischen en den systematischen catalogus, hieromtrent bezit men geen gegevens om zelfs bij benadering te bepalen wanneer het publiek erover zal kunnen beschikken.

De vergoeding aan de dactylografen, die bij het opmaken van een alphabetischen catalogus werden gebezigd, bedraagt tot nu toe 29,600 frank.

Vaak wordt geklaagd over de trage in het bezorging van de boeken aan de lezers die de bibliotheek bezoeken. Dit veroorzaakt soms veel tijdverlies, vooral aan de bezoekers van buiten Brussel, en aldus wordt minder gebruik gemaakt van de wetenschappelijke schatten die deze groote nationale instelling bevat. Een lid maakt zich den tolk van deze klachten en verzoekt de Middenafdeeling, de aandacht van den Minister van Wetenschappen en Kunsten op zijne aanmerkingen te vestigen.

Art. 21. — Een lid vraagt of er geen middel kan gevonden worden om de particulieren aan te zetten, de private oorkonden, die een zeker belang hebben voor de plaatselijke of nationale geschiedenis, aan 's Rijks archief toe te vertrouwen. De private beschieden hebben dikwijls eene waarde die de bezitters ervan zelf niet kennen, en niet zelden gebeurt het dat zij door nalatigheid of zelfs door vrijwillige vernieling van hunnentwege verdwijnen. En, mocht dit gevaar niet te vreezen zijn, dan toch blijven zij, zonder enig nut, onttrokken aan de gewettigde nieuwsgierigheid van de folkloristen, en zelfs aan de belangstelling van de arbeiders op wetenschappelijk gebied.

Het ware dus te wenschen dat de Staat er zich op toelegge, deze verspreide oorkonden te verzamelen, en naar het middel uitzie om de afgifte van die kleine private verzamelingen te begunstigen ten einde deze onder zijne hoede te bewaren.

ART. 21. — Een lid wijst op het verschil van wedde dat normaal bestaat tusschen de Waalsche en de Vlaamsche archivariissen.

In de 5^e afdeeling wenscht een lid, dat onze museums derwijze worden ingericht, dat zij meer rechtstreeks bijdragen tot het onderricht van het publiek. Men zou groot nut kunnen trekken uit het voorbeeld dat in deze door Duitschland wordt gegeven.

ART. 106. — Een lid van de Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat in, het Conservatorium te Brussel, de leergang van voordracht in de Nederlandsche taal opnieuw worde opgericht. Sedert ettelijke jaren beleeft, in Brussel en voorsteden, de Nederlandsche tooneelkunst een tijdperk van opbeuring en bloei, en het aantal personen, die verlangen, op onberispelijke wijze in de Nederlandsche taal voor het publiek te kunnen optreden, groeit met den dag aan. Onder zulke omstandigheden zal bedoelde leergang voorzeker niet zonder leerlingen blijven.

ART. 110. — Een lid is van gevoelen, dat de instelling van den Prijs van Rome voor de muziek, zooals zij thans is ingericht, niet den uitslag oplevert, welke zou kunnen worden verwacht van de overgrootte opofferingen die zij vergt. Het ware veel redelijker, reisbeurzen en aanmoedigingsprijzen te stichten ten bate van jonge toonzetters, volgens de werken die zij in de jongste jaren zouden voortgebracht hebben, naar hunne vrije ingeving en in de gewone voorwaarden van arbeid.

In de 5^e afdeeling vroeg een lid hoever het staat met de onderhandelingen betreffende het plaatsen van het gedenkteeken van den arbeid door Constantin Meunier. Hij is van meening dat dit kunstwerk een van onze groote pleinen moet versieren.

STEMMING OVER DE BEGROOTING IN DE AFDEELINGEN.

	Ja	Neen	Onthouding
1 ^{ste} afdeeling	14	5	—
2 ^e —	15	5	3
3 ^e —	15	8	—
4 ^e —	11	11	—
5 ^e —	15	17	3
6 ^e —	16	5	—
Totaal	94	37	6

Al de afdeelingen, behoudens eene, hebben dus de begrooting goedgekeurd; de vierde afdeeling heeft ze verworpen bij staking van stemmen.

Op hare beurt keurde de Middenafdeeling de begrooting in haar geheel goed met 6 stemmen tegen 1.

De Verslaggever,

FRANS VAN CAUWELAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

NOTA VAN DE MINDERHEID.

I.

Het betaamt dat het lid, welk alleen de oppositie vertegenwoordigde in de Middenafdeeling en van meening was dat hij de geheele Begrooting van Wetenschappen en Kunsten moest verwerpen, korthondig de bijzonder gewichtige redenen doe kennen, waarop zijne stemming steunde.

Gedurende de beraadslaging in de Afdeeling drukte de meerderheid den wensch uit, dat de Regeering zou voorstellen de schoolwet grondig te wijzigen in den zin van de volstreckte gelijkheid der scholen hetzij officieele, hetzij vrije scholen, ten aanzien van de toelagen, door de openbare machten verleend. Van haren kant heeft de Regeering herhaaldelijk in en buiten de Kamer aangekondigd dat een wetsontwerp binnenkort zou ingediend worden.

Het parlementair gebruik laat ons niet toe hier, zoo breedvoerig als het passen zou, de beschouwingen uiteen te zetten, welke wij in de Middenafdeeling tegen de uitvoering van dergelijken wensch hebben aangevoerd. Zij zouden overigens eenvoudig de beweegredenen herhalen, welke, in 1911, werden ingeroepen door de redenaars der oppositie, wanneer het Ministerie, voorgezeten door den achtbaren heer Schollaert, reeds trachtte voldoening te geven aan de wenschen welke door het verslag worden vertolkt. Het volstaat te bevestigen dat eene nieuwe poging, hoe behendig zij ook moge zijn, in de Kamer en in het land op eene gelijke, besliste en eenparige tegenkanting zou stuiten als die welke het ontwerp van schoolwet, door de vorige Regeering ingediend, in den grond boorde. In het belang van den openbaren vrede en van 's lands eendracht mag men hopen dat zij, die over de wettige meerderheid beschikken, wijs genoeg zullen zijn om België te vrijwaren van de duchtige crisis waartoe zulke onderneming onvermijdelijk zou aanleiding geven.

Waarom zouden de tegenstanders van het officieel en onzijdig onderwijs geen genoegen nemen met de handhaving van den bestaanden toestand? Deze verwekt reeds de grootste en de meest gerechtvaardigde onrust bij allen die niet willen dat aan de openbare machten hoe langs zoo meer de opdracht worde onttrokken, welke hun, in zake van scholen, door de Grondwet is gegeven.

Overigens, sedert 1884 en nog meer sedert 1895 werkte de Regeering gestadig, rechtstreeks of onrechtstreeks, de mededinging van de confessionneel private met de officieele school in de hand. Niet alleen verleende zij aan het privaat onderwijs een immer toenemend aandeel in de begrooting, maar zij liet nog toe, dat talrijke gemeentebesturen hunne hoofdzakelijke plichten ontduiken.

De uitslagen dier politiek zijn zoodanig geweest, dat in sommige streken

van het land — vooral in de Vlaamsche gewesten — de vrije keuze vanwege den huisvader, welke de voorstanders van de private school beweren te eischen, niet meer bestaat. Uit geloofwaardige statistieken blijkt dat 200 gemeenten geen enkele gemeenteschool meer bezitten; dat 56 andere hare eenige school aan kloosterzusters hebben toevertrouwd. Wat betreft het onderwijs voor meisjes, hebben 800 gemeenten, door de afschaffing van de naaischool, de eenige school toegankelijk gemaakt voor de vrouwelijke leerlingen; 1,916 hebben niet meer een enkele gemeenteschool voor meisjes, door een onderwijzend personeel van leeken bestuurd. De uitslag, men mag zelfs zeggen het doel van dien toestand is, dat de opvoeding der meisjes bijna algemeen aan het privaat confessionneel onderwijs is overgeleverd.

Wat dan gezegd van de 192 gemeenten, waar het getal gemeentescholen ontoereikend is, waar de scholen zijn overbevolkt, waar het onderwijs noodzakelijkerwijs gebrekkig en met opzet minderwaardig is? Laten wij niet buiten Brussel en omstreken gaan: hoe is het mogelijk niet te bemerken, dat het lager gemeenteonderwijs te Etterbeek onvolmaakt en ontoereikend is, wanneer men het vergelijkt met het bewonderenswaardig werk welk, op dat gebied, door de eigen werking van de hoofdstad en van hare groote voorsteden werd verricht? En dient er nog te worden aangedrongen op de bedekte middelen waarvan de gemeentebesturenzich vaak bedienen om de openbare school leerlingen te ontnemen? Zij weigeren nieuwe klassen in te richten, die noodig worden bevonden; zij verplaatsen de scholen in lokalen, die van het centrum zijn verwijderd; met ongehoorde traagzaamheid vervangen zij de onderwijzers buiten dienst; de gezaghebbende overheid voert tegen den onderwijzer een heimelijken of openbaren strijd; tot onderwijzers worden benoemd leden van de onderwijzende kloosters, die in de gemeente eene mededingende inrichting besturen. Kortom, geene middelen worden gespaard om, zoohaast mogelijk, het officieel onderwijs te niet te doen.

Wij spreken hier enkel van het lager onderwijs. Men kent wel alles wat wij zouden kunnen zeggen van het middelbaar en het hooger onderwijs, alsmede van de normaalscholen voor onderwijzers; de Regeering heeft, in dat opzicht, zich door dezelfde gedachten laten leiden en krachtdadig naar hetzelfde doel gestreefd. Zulke toestand levert gevaar op voor het vaderland. De meerderheid, die niet kan beweren dat zij dien toestand niet kent, wil hem behouden: zij bezit de macht; zij gebruikt ze; wij kunnen niet anders dan vruchteloos protesteeren.

Maar die meerderheid diende te begrijpen, dat die toestand nog zou verergeren, zoo zij aan de schoolwet raakte; zij moet dien toestand verhelpen. Men ziet zeer duidelijk welke wetsbepalingen in dien zin dienen te worden genomen.

De gemeenten moeten verplicht worden, haar openbaar onderwijs ernstig in te richten en het wetenschappelijk en onzijdig kenmerk daarvan te behouden. Zoo sommige gemeenten niet naar de waarschuwingen luisteren, zoo hare zelfstandigheid slechts toelaat hare onbekwaamheid, haar kwaden wil of hare onmacht vast te stellen, moet de Staat over de vereischte

middelen beschikken om het algemeen nut tegen haar te verdedigen. Hij moet, in hare plaats, kunnen optreden ter vervulling van de verheven taak, die haar opgedragen is. Kortom, zij moeten gedwongen worden het Fröbel-onderwijs en scholen voor volwassenen in te richten : in dat opzicht vestigen wij de aandacht der Kamer op het wetsvoorstel ingediend door de heeren Buyl, Cocq en medeleden, dat bedoelt de wijziging van de artikelen 1 en 2 der wet van 15 September 1893.

Deze gezamenlijke beschouwingen leggen genoeg uit, waarom wij hebben neengestemd. Daarop steunende, zullen wij eenige bemerkingsen in 't midden brengen betreffende den materieelen toestand der onderwijzers.

II

Zoowel op de begrooting van 1913 als op de vorige is een krediet van vier millioen uitgetrokken ten bate van het onderwijzend personeel der gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen. In zoover het geldt het personeel van de gemeentescholen, gaf de verdeeling daarvan aanleiding tot talrijke aanmerkingen.

De hoofdonderwijzers en de hoofdonderwijzeressen in de groote gemeenten worden des te onbillijker behandeld, daar hunne ambtgenooten van het vrije aangenomen en aanneembaar onderwijs, evenals zij, voordeel trekken van de begrooting. Zij worden van de aanvullende wedden beroofd, omdat — zoo werd er geantwoord op eene vraag van den achtbaren heer Buyl — het wettelijk minimum van hunne jaarwedde hooger is en daarenboven hun toestand door de gemeentereglementen ruimschoots is verbeterd. Hoe is het mogelijk, zulke theorie voor te staan! Vergeet men dan dat in de groote steden het leven onbetwistbaar duurder en bezwaarlijker is? Wanneer men zich op die opofferingen beroept ten einde de tusschenkomst van de Regeering te weigeren, ontmoedigt men dan niet de verstandige gemeenten, die zich zulke zware opofferingen getroosten voor het welzijn van het onderwijzend personeel? Door die reglementsbepaling wordt, beter dan door elk andere bewijsreden, aangetoond hoe partijdig en hoe vijandig de Regeering is gestemd; hoezeer zij er voor bezorgd is, het vrij onderwijs te bevoordeelen ten nadeele van het officieel onderwijs en elke aanmoediging te weigeren aan de pogingen der groote gemeenten om hare verplichtingen op schoolgebied trouw te kunnen volbrengen.

Nog andere ongerechtigheden worden gepleegd. Waarom wijst de ministerieele rechtspraak, die aanneemt dat de jaren *ad interim* in aanmerking komen, de voorloopige dienstjaren af? Moet men er zich niet over verwonderen, dat de uitkomsten van de tienjaarlijksche volkstelling, die aanleiding gaven tot wijzigingen in de reeksen, toegepast werden van 1 Januari 1911 af, wat aangaat de verdeeling van de kredieten, terwijl zij slechts te rekenen van 1 Januari 1912 in aanmerking werden genomen voor de vergoedingen wegens huisvesting? Hoe kan men het feit billijken, dat

het onderwijzend personeel der vakscholen voor meisjes, belast met de algemeene leergangen, hoegenaamd niets ontvangt (1)?

Eindelijk dient te worden opgemerkt, dat het voorgoed regelen van de gewichtige zaak der loonroosters spoedvereischend is. Ten onrechte wil men het volbrengen van dezen plicht uitstellen tot na de algemeene omwerking der schoolwet — omwerking die, wij hebben het aangetoond, belangrijke politieke vraagpunten opwerpt, geschikt om de daad van rechtvaardigheid en van herstelling, welke de belanghebbenden terecht verwachten van het Parlement, voor een onbepaalden tijd te vertragen.

De regeling, welke geldt voor de leeraars van het middelbaar onderwijs, dient onverwijld te worden ingevoerd ten bate van de lagere onderwijzers. Men moet ze niet langer indeelen in reeksen naar gelang van de bevolking der gemeenten, tenzij wat aangaat de vergoedingen voor huisvesting. Het tot stand brengen van een eenigen loonrooster voor de onderwijzers van beide kunne en van al de reeksen dringt zich op : buiten deze oplossing is geen billijke en ernstige verbetering van hun materieelen toestand mogelijk.

III.

Onze aandacht dient te worden gevestigd op een bijzonderen toestand, met name op dien van de onderwijzers der voorbereidende afdelingen, bestaande in de *gemeentelijke* middelbare scholen.

Deze onderwijzers kunnen, zegt men, geen deel hebben van het krediet van vier millioen, daar zij behooren tot het middelbaar onderwijs, niet tot het lager onderwijs, en bijgevolg hun toestand niet wordt bedoeld door de wetbepaling.

Daaruit volgt dat zij in een niet te billijken ongelijken toestand verkeereren tegenover hunne ambtgenooten van het eigenlijk gezegd lager onderwijs. Wij meenen dat daaraan een eind dient te worden gesteld, door het verleenen van een bijzonder krediet van 50,000 frank.

Dit krediet schijnt toereikend te zijn, want het getal belanghebbenden is niet aanzienlijk. Immers, tot deze klasse behooren 54 onderwijzers in dienst van de gemeenten Brussel, Sint-Gillis en Sint-Joost-ten-Oode, en 63 onderwijzeressen in dienst van dezelfde gemeenten alsmede van de gemeenten Vilvoorde, Luik, 's Graven-Brakel en Oostende.

De door ons voorgestelde maatregel is des te meer gegrond, daar, eenerzijds, de loonrooster van de onderwijzers en onderwijzeressen der voorbereidende afdelingen in 's Rijks middelbare scholen, werd herzien op 25 December 1912, en, anderzijds, de belanghebbenden onlangs door eene wet werden gelijkgesteld met het personeel van het lager onderwijs, wat

1) Sommige gemeenten, met name Elsenne, waren van gevoelen dat er, op hare kosten, aan dezen toestand een einde diende te worden gesteld door bijzondere kredieten op hare begrooting uit te trekken. Zij ondergaat alzoo de gevolgen van de onrechtvaardige behandeling, welke wij aanklagen.

betreft de pensioenen. Aan andere klassen van onderwijzers, niet behorende tot die, waarvoor het krediet van vier millioen werd toegestaan, werden overigens vergoedingen verleend : wij bedoelen de onderwijzers en onderwijzeressen van de oefenscholen bij de normaalscholen, alsmede de gediplomeerde wereldlijke onderwijzeressen der bewaarscholen.

Voor deze laatste werd een bijzonder krediet van 400,000 frank uitgetrokken. Zij moeten evenwel, zooals verleden jaar de achtbare heer Colaert den wensch daartoe uitdrukte, zoo spoedig mogelijk eene «bepaalde regeling» van hunnen toestand bekomen. Daartoe behooren ongetwijfeld de loonrooster en de rechtszekerheid — vraagstukken die het voorwerp uitmaken van een wetsvoorstel der heeren Buyl, Cocq en medeleden.

Ongetwijfeld zal de Kamer er prijs op stellen, de gegrondheid te erkennen van bovenstaande beweegredenen die de toekenning van een bijzonder krediet ten bate van de belanghebbende onderwijzers wettigen.

ALBERT DEVÈZE.

BIJLAGE I.

MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

BEHEER VAN HET LAGER ONDERWIJS.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien artikel 69 der begrootingswet van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1911, luidende als volgt :

« Bijwedden in afwachting van de herziening der wet tot regeling van het lager onderwijs, met ingang van het schooljaar 1911-1912, te verleen en aan gemeentelijke alsmede aan aangenomen en aanneembare onderwijzers, buiten diegene bedoeld onder artikel 14 § 4 der wet van 15 September 1893, op bij Koninklijk besluit bepaalde grondslagen... laatste kwartaal 1 miljoen frank. »

Gezien de wet van 29 December 1911, waarbij voorloopige kredieten verleend op de begrootingen voor het dienstjaar 1912, en inzonderheid op artikel 68 der begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten ;

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL 1. — De verdeeling zal op volgende grondslagen en naar volgende regels geschieden :

1^o A. Eene bijwedde van 200 frank verminderd op 100 frank, den dag dat de belanghebbenden het voordeel genieten zullen van artikel 1, litt. *a* der wet van 21 Mei, zal toegekend worden aan de onderwijzers en hulp-onderwijzeressen der gemeentelijke en aangenomen scholen, in de 3^e reeks gerangschikt ;

B. Eene bijwedde van 100 frank zal toegekend worden aan de onderwijzers der gemeentelijke en aangenomen scholen van de 4^e reeks, te beginnen van den dag waarop zij naar luid der wetten van 15 September 1893 en 21 Mei 1906, zestien jaren dienst zullen hebben volbracht ;

C. Eene bijwedde van 300 frank, verminderd op 200 frank, den dag dat de belanghebbenden het voordeel genieten zullen van het bepaalde bij artikel 1 litt. *a* der wet van 21 Mei 1906, zal toegekend worden aan de hulp-onderwijzers der gemeentelijke en aangenomen scholen in de 5^e reeks gerangschikt ;

D. Een bijwedde van 200 frank zal toegekend worden aan de hulp-
onderwijzers der gemeentelijke- en aangenomen scholen in de 4^e en
3^e reeks gerangschikt ;

E. Een bijwedde van 100 frank zal toegekend worden aan de hulponder-
wijzers der gemeentelijke- en aangenomen scholen der 2^e reeks en aan de
hulponderwijzeressen der gemeentelijke- en aangenomen scholen der 3^e en
4^e reeks ;

F. Een bijwedde van 100 frank zal toegekend worden aan de onder-
wijzeressen der gemeentelijke- en aangenomen scholen der 5^e reeks tot op
het oogenblik dat de belanghebbenden het voordeel genieten zullen van de
beschikkingen der wet van 21 Mei 1906 ;

G. Een bijwedde van 200, 100, 300, 200 frank zal onderscheidenlijk toe-
gekend worden aan de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers
en hulponderwijzeressen der aanneembare scholen.

2^o Een bijwedde van 50 frank, per tijdvak van vier jaar dienst, en tot
beloop van een maximum van 300 frank, zal toegekend worden aan de
onderwijzers en onderwijzeressen der gemeentelijke en aangenomen scholen
die behooren tot de 3^e, de 4^e en de 5^e reeks, aan de hulponderwijzers en
hulponderwijzeressen der gemeentelijke en aangenomen scholen van alle
reeksen, alsmede aan de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers
en hulponderwijzeressen der aanneembare scholen.

Bij het berekenen van de dienstjaren zullen al de diensten worden mee-
geteld zelfs ten voorloopigen titel bewezen, op gemeentelijke, aangenomen
en aanneembare scholen als onderwijzer, onderwijzeres, hulponderwijzer en
hulponderwijzeres.

Hetzelfde geldt voor de diensten, bewezen vóór het in werking treden
van de wet van 15 September 1895, in eene lagere, niet ondersteunde,
maar overeenkomstig de wet ingerichte school.

ART. 2. — Niet gediplomeerde bedienden kunnen het voordeel der
beschikkingen van dit besluit niet genieten, tenzij zij in dienst waren vóór
het in werking treden van de wet van 15 September 1895 en sedert dien
hun schooldienst niet onderbroken hebben.

ART. 3. — De bijwedde, in artikel 1, 2^o van dit besluit bedoeld en
rakende een vierjaarlijksch tijdvak gedurende hetwelk de onderwijzer
zijne rechten op verhooging van wedde bij toepassing van artikel 15 der
wet van 15 September 1895, verbeurd heeft en in die rechten niet werd
hersteld, wordt opgeheven.

ART. 4. — Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten is belast met
de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 30ⁿ Januari 1912.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

P. POULLET.

BIJLAGE II.

MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

BEHEER VAN HET LAGER ONDERWIJS.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gezien Ons besluit van 30 Januari 1912, rakende de grondslagen voor de verdeeling van het onder artikel 68 der begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, voor het dienstjaar 1912, ten behoeve der lagere onderwijzers uitgetrokken krediet van 4 millioen ;

Aangezien de beschikkingen van gemeld besluit nader dienen aangepast aan die der wetten van 13 September 1893 en 21 Mei 1906, derwijze dat zooveel doenlijk voor gelijke toestanden gelijke vergelding worde verzekerd ;

Gezien het Koninklijk besluit van 28 November 1912, op grond van hetwelk, in zekere maat, met het oog op vaststelling van de wedde der leden van het personeel van het middelbaar onderwijs, de diensten, door gemelde leden in de lagere scholen bewezen, in aanmerking komen ;

Aangezien, in deze, wederkeerigheid dient aangenomen ;

Gezien de verzoekschriften der gemeentelijke onderwijzeressen, er toe strekkende de na het bekomen van het diploma van lagere onderwijzeres in de aan toezicht onderworpen bewaarscholen bewezen diensten te zien in aanmerking nemen ;

Aangezien het billijk is aan die verzoeken recht te laten wedervaren ;

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ART. 1. — Volgende littera's worden toegevoegd aan artikel 1, n° 1, van Ons besluit van 30 Januari jongstleden :

H. Aan de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen uit de gemeentelijke en aangenomen scholen, wier school ten gevolge van de jongste tienjaarlijksche volkstelling in eene andere reeks werd gerangschikt, zal de noodige bijwedde worden verleend om hun eene vergelding te verzekeren gelijkstaande met die welke de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen van de nieuwe reeks, waarin de school gerangschikt werd, onderscheidenlijk genieten, bij gelijke

dienstjaren en op grond van de beschikkingen der wetten van 15 September 1893 en 21 Mei 1906, in verband gebracht met de hoogere onder n^o 1 A tot F vervatte;

1. Aan de tot onderwijzers of onderwijzeressen bevorderde hulponderwijzers of hulponderwijzeressen wordt de noodige bijwedde verleend om hun, bij gelijke dienstjaren, en zonder inbegrip van de vergoeding voor huisvesting, eene vergelding te verzekeren welke ten minste gelijkstaat met die welke, bij toepassing van de beschikkingen der wetten van 1893 en 1906, in verband gebracht met de hooger onder n^o 1, litt. A tot F vervatte, genoten wordt door de hulponderwijzers en hulponderwijzeressen uit eene gemeente van dezelfde reeks.

ART. 2. — Volgende leden worden toegevoegd aan n^o 2 van artikel 1 van Ons besluit van 30 Januari jongstleden :

Zullen insgelijks medetellen bij de berekening der dienstjaren, de diensten, na het bekomen van het diploma van lager onderwijzer, bewezen in de aan toezicht onderworpen bewaarscholen, in de van het Ministerie van Justitie afhangende weldadigheidsscholen, in de Staats- of aangenomen normaalscholen, in de betalende lagere scholen, in de voorbereidende klassen van eene openbare of private inrichting voor middelbaar onderwijs.

ART. 3. — Volgend lid wordt toegevoegd aan artikel 3 van Ons besluit van 30 Januari :

De onder vorenstaand artikel 1, n^{rs} 1^o en 2^o bedoelde bijwedden, worden verleend aan de tijdelijke of plaatsvervangende onderwijzers die den dienst waarnemen van een beschikbaar gestelden onderwijzer.

ART. 4. — Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten is belast met de uitvoering van dit besluit dat in werking treedt met ingang van 1 Januari 1912.

Gegeven te Brussel, den 31ⁿ December 1912.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

P. POULLET.

BIJWEDDEN.

KONINKLIJK BESLUIT VAN 31 DECEMBER 1912.

Bijlage II (vervolg).

BIJ

Litt. J.

KONINKLIJK BESLUIT VAN

A. — Onderwijzers.

REEKS	DE TOT ONDERWIJZER BEVORDERDEK HULPONDERWIJZER HEEFT RECHT :				INDIEN HIJ IMMER HET AMBT VAN HULPONDERWIJZER HAD UITGEOEFEND EN NOG UITOEFENDE, ZOD HIJ RECHT HEBB N GENAD :			Te VERLEENEN BIJWEDDE.
	na tien jaren dienst als hulp- onderwijzer	op de bij de wet bepaald jaarwedde.	op de bijwedde.	Te zamen.	op de bij de wet bepaalde jaarwedde.	op de bijwedde.	Te zamen.	
3 ^e	0	1,200	200	1,400	1,000	500	1,500	»
	4	1,200	250	1,450	1,100	350	1,450	»
	8	1,200	300	1,500	1,200	400	1,600	100
	12	1,200	350	1,550	1,500	450	1,750	200
	16	1,800	300	2,100	1,700	400	2,100	»
	20	1,900	350	2,250	1,800	450	2,250	»
	24	2,000	400	2,400	1,900	500	2,400	»
4 ^e	0	1,400	»	1,400	1,100	200	1,300	»
	4	1,400	50	1,450	1,200	250	1,450	»
	8	1,400	100	1,500	1,500	300	1,800	100
	12	1,400	150	1,550	1,400	350	1,750	200
	16	1,800	500	2,100	1,700	400	2,100	»
	20	1,900	550	2,250	1,800	450	2,250	»
	24	2,000	400	2,400	1,900	500	2,400	»
5 ^e	0	1,600	»	1,600	1,200	200	1,400	»
	4	1,600	50	1,650	1,300	250	1,550	»
	8	1,600	100	1,700	1,400	300	1,700	»
	12	1,600	150	1,750	1,500	350	1,850	100
	16	1,800	200	2,000	1,700	400	2,100	100
	20	1,900	250	2,150	1,800	450	2,250	100
	24	2,000	300	2,300	1,900	500	2,400	100
2 ^e	0	1,800	Néant.	1,800	1,500	100	1,400	»
	4	1,800		1,400	150	1,550	»	
	8	1,800		1,500	200	1,700	»	
	12	1,800		1,600	250	1,850	50	
	16	1,800		1,700	500	2,000	200	
	20	1,900		1,800	550	2,150	250	
	24	2,000		1,900	400	2,300	300	
1 ^e	Geene bijwedde te verleen, omdat de minimumjaarwedde van onderwijzer hooger is dan de maxi- mumwedde (jaarwedde en bijwedde) van hulponderwijzer.							

WEDDEN.

31 DECEMBER 1912.

B. — Onderwijzeressen.

REKES.	DE TOT ONDERWIJZERES BEVOERDERDE HULPONDERWIJZERES				INDIEN ZIJ HULPONDERWIJZERES WARE			Te VERLEENEN BIJWEDDE.
	HEEFT RECHT :				GEBLEVEN, ZOU ZIJ RECHT HEBBEN GEHAD :			
	na tien jaren als hulponder- wijzeres.	op de bij de wet bepaalde jaarwedde.	op de bijwedde.	Te zamen.	op de bij de wet bepaalde jaarwedde.	op de bijwedde.	Te zamen.	
3 ^e	0	1,200	100	1,300	1,000	200	1,200	»
	4	1,200	150	1,350	1,100	250	1,350	»
	8	1,200	200	1,400	1,200	300	1,500	100
	12	1,200	250	1,450	1,300	350	1,650	200
	16	1,700	200	1,900	1,800	300	1,800	»
	20	1,800	250	2,050	1,600	350	1,950	»
	24	1,900	300	2,200	1,700	400	2,100	»
4 ^e	0	1,300	»	1,300	1,100	100	1,200	»
	4	1,500	50	1,550	1,200	150	1,350	»
	8	1,300	100	1,400	1,300	200	1,500	100
	12	1,300	150	1,450	1,400	250	1,650	200
	16	1,700	200	1,900	1,500	300	1,800	»
	20	1,800	250	2,050	1,600	350	1,950	»
	24	1,900	300	2,200	1,700	400	2,100	»
5 ^e	0	1,400	»	1,400	1,100	100	1,200	»
	4	1,400	50	1,450	1,200	150	1,350	»
	8	1,400	100	1,500	1,300	200	1,500	»
	12	1,400	150	1,550	1,400	250	1,650	100
	16	1,700	200	1,900	1,500	300	1,800	»
	20	1,800	250	2,050	1,600	350	1,950	»
	24	1,900	300	2,200	1,700	400	2,100	»
2 ^e	0	1,600	Néant.	1,600	1,200	»	1,200	»
	4	1,600		1,600	1,300	50	1,550	»
	8	1,600		1,600	1,400	100	1,500	»
	12	1,600		1,600	1,500	150	1,650	50
	16	1,700		1,700	1,600	200	1,800	100
	20	1,800		1,800	1,700	250	1,950	150
	24	1,900		1,900	1,800	300	2,100	200
1 ^e	(Geene bijwedde. Zie de nota hiernevens.)							

BIJLAGE III.

Brussel, 25 Februari 1915.

MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

BEHEER VAN HET LAGER ONDERWIJS.

Grondslagen van de verdeeling der vergeldende toelage.

Door de Kamers werd in artikel 74 der Begrooting van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1912 een krediet van 1 miljoen frank uitgetrokken ten bate van de lagere vrije scholen, waarop toezicht wordt gehouden en die beantwoorden aan de wettelijke vereischten om aangenomen te kunnen worden.

Dit krediet, op de begrooting uitgetrokken in 1910, werd in 1912 nog steeds verdeeld volgens de grondslagen, door den heer Schollaert in 1910 vastgesteld.

Volgens deze grondslagen, hebben de besturen van die scholen ontvangen :

1^o Eene som, door middel waarvan zij verbeteringen van jaarwedde kunnen verleen en aan hunne onderwijzers. Deze som werd bepaald op 300 frank voor elke klas, bediend door een Belgisch, wereldlijk, gediplomeerd onderwijzer ; en op 80 frank voor elke klas bediend door een Belgisch gediplomeerd onderwijzer die tot eene kloosterorde behoort ;

2^o Eene som van 120 frank voor elke klas, waardoor zij de kosten van onderhoud van het lokaal, van de schoolmeubelen, enz., kunnen betalen.

De klassen, welke door vreemdelingen worden bediend, komen voor de verdeeling niet in aanmerking.



BIJLAGE IV.

MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

BEHEER VAN HET MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Wijzigingen aan de Koninklijke inrichtingsbesluiten tot vaststelling der wedde van het leerpersoneel der Koninklijke athenaeums en der Staatsmiddelbare jongens- en meisjesscholen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gezien de wetten tot regeling van het middelbaar onderwijs;

Herzien de Koninklijke besluiten van 20 Juli 1909, 28 Augustus 1911 en 28 Mei 1912;

Overwegende dat de beschikkingen dienen vereenigd en samengevoegd rakende inzonderheid de wedde der studiefprefecten, der leeraars van algemeene leergangen, surveillanten, teekenleeraars en leeraars in de gymnastiek aan de Koninklijke athenaeums; der bestuurders, regenten en onderwijzers aan de Staatsmiddelbare jongenscholen; der bestuurders, regentessen en onderwijzeressen aan de Staatsmiddelbare meisjesscholen;

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL 1. — De wedde der studiefprefecten van de Koninklijke athenaeums, der leeraars aan dezelfde inrichtingen, der leeraars in de aan de Staatsmiddelbare jongenscholen toegevoegde Latijnsche klassen en afdeelingen, der surveillanten, teekenleeraars en leeraars in de gymnastiek, wordt vastgesteld als volgt :

A. — *Studiefprefecten.*

Aanvangswedde.	fr.	4,400
Na drie jaar graad		4,800
Na zeven jaar graad		5,200
Na elf jaar graad		5,700

B. — *Leeraars.*

Aanvangswedde.	fr.	2,600
Na drie jaar dienst.		2,900
Na zes jaar dienst		3,200

Na negen jaar dienst	3,500
Na twaalf jaar dienst	3,800
Na vijftien jaar dienst	4,200
Na negentien jaar dienst	4,600
Na drie en twintig jaar dienst	5,000
Na zeven en twintig jaar dienst	5,500

C. — *Surveillanten.*

Aanvangswedde. fr.	2,200
Na drie jaar dienst.	2,400
Na zes jaar dienst	2,600
Na negen jaar dienst	2,800
Na twaalf jaar dienst	3,000
Na vijftien jaar dienst	3,200
Na negentien jaar dienst	3,400
Na drie en twintig jaar dienst	3,600

D. — *Teekenleeraars en leeraars in de gymnastiek.*

Aanvangswedde fr.	1,600
Na drie jaar dienst.	1,800
Na zes jaar dienst	2,000
Na negen jaar dienst	2,000
Na twaalf jaar dienst	2,400
Na vijftien jaar dienst.	2,600
Na negentien jaar dienst	2,800
Na drie en twintig jaar dienst	3,000

ART. 2. — De wedde der bestuurders, bestuursters, regenten, regentessen, onderwijzers en onderwijzeressen, wordt vastgesteld als volgt :

A. — *Bestuurders en bestuursters.*

Aanvangswedde. fr.	5,200
Na drie jaar graad	5,500
Na zes jaar graad	5,800
Na negen jaar graad	4,100
Na twaalf jaar graad	4,500

B. — *Regenten en regentessen.*

Aanvangswedde fr.	2,100
Na drie jaar graad	2,500
Na zes jaar graad	2,500
Na negen jaar graad	2,700
Na twaalf jaar graad	2,900
Na vijftien jaar graad	3,100
Na achttien jaar graad.	3,300
Na een en twintig jaar graad	3,500
Na drie en twintig jaar graad.	3,700
Na vijf en twintig jaar graad	4,000

C. — *Onderwijzers en onderwijzeressen.*

Aanvangswedde.	fr. 1,700
Na drie jaar dienst.	1,900
Na zes jaar dienst	2,100
Na negen jaar dienst	2,300
Na twaalf jaar dienst	2,500
Na vijftien jaar dienst	2,700
Na achttien jaar dienst	2,900
Na een en twintig jaar dienst.	3,100
Na vier en twintig jaar dienst.	3,300
Na zeven en twintig jaar dienst	3,600

ART. 3. — De voor de toekenning van weddeverhooging vastgestelde termijnen, voorzien bij de artikelen 1 en 2, kunnen door de Regering verlengd, zoo ambtsbetrachting of gedrag bij den titelvoerder te wenschen overlaten.

ART. 4. — Ieder lid van het leerpersoneel die geene, bij toepassing der artikelen 5 en 6 van dit besluit in aanmerking komende vroegere diensten kan doen gelden, begint met de aanvangswedde.

ART. 5. — De diensten, hetzij te werkelijken, hetzij te voorloopigen titel bewezen in de onderwijsinrichtingen door de wetten tot regeling van het middelbaar onderwijs beheerd, en in het Staatslager normaalonderwijs, na de verkrijging van het wettelijk diploma of de vrijstelling voorzien bij artikel 7 der wet van 13 Juni 1881, door de geaggregeerde leeraars hooger en graad, de doctors in de wijsbegeerte en letteren, de doctors in de natuur- en wiskundige wetenschappen, de doctors in de natuurlijke wetenschappen, de houders van het bekwaamheidsdiploma voor het onderwijs in het teekenen en in de gymnastiek aan de Koninklijke athenaeums of de titelvoerders die vrijgesteld zijn van het vereischte wettelijke diploma, worden, wat rangschikking en bepaling der wedde aangaat, met de gewone diensten gelijkgesteld.

ART. 6. — Worden met de gewone diensten gelijkgesteld, wat wedde en rangschikking betreft : 1° de diensten door onderwijzers en onderwijzeressen bewezen in het Staats- of gemeentemiddelbaar onderwijs, in de Staatslagere normaalscholen, alsmede in de onderwijsinrichtingen die van het Ministerie van Justitie afhangen ; 2° te rekenen van het vierde jaar, de diensten, die in aanmerking komen bij de berekening van het bedrag van hun gebeurlijk pensioen, in uitvoering der wet van 13 Mei 1912, bewezen door de onderwijzers en onderwijzeressen, de geaggregeerde leeraars en de regentessen der middelbare scholen, in de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare lagere gemeentescholen ; 3° te rekenen van het vierde jaar, wanneer zij tot regent of regentes zullen benoemd worden, de werkelijke of interimaire diensten door de geaggregeerde leeraars en de regentessen der middelbare scholen in eene der bovengenoemde inrichtingen bewezen na

het verkrijgen van het wettelijk diploma, of van de bij artikel 7 der wet van 15 Juni 1881 voorziene ontslaging.

ART. 7. — Wordt een leeraar bevorderd tot den graad van studieprefect, een regent tot het ambt van bestuurder beroepen, eene regentes tot bestuurster benoemd, een onderwijzer of eene onderwijzeres tot regent of regentes bevorderd, en overtreft hunne wedde het bij dit besluit vastgestelde minimum, dan krijgen zij, bij hunne indiensttreding, de wedde die onmiddellijk hooger is dan deze van hun vorig ambt, en daarna, na de in de artikelen 1, 2 en 3 voorziene termijnen, de verdere weddeverhoogingen.

ART. 8. — Als eerste toepassing van dit besluit, zal de huidige wedde der in dienst zijnde bedienden, die niet onder toepassing van artikel 3 vallen, opnieuw worden bepaald naar de onder de artikelen 1 en 2 vastgestelde grondslagen.

ART. 9. — Voormelde wedde zal op de helft worden gebracht, voor den teekenleeraar of den leeraar in de gymnastiek, die een ander ambt in het Staatsmiddelbaar onderwijs, hooger en graad, uitoefent.

Eene zelfde vermindering ondergaat de wedde van den leeraar die een verdeeld ambt waarneemt, zoo hij tegelijkertijd de voornaamste plaats bekleedt.

ART. 10. — De door de regelingsbesluiten van 25 Juli 1879 en 15 December 1875 bepaalde wedde voor de teekenleeraars of de leeraars in de gymnastiek wordt met een vierde verminderd, zoo de titelvoerders hetzelfde ambt in eene Staatsmiddelbare school waarnemen.

ART. 11. — De Koninklijke besluiten van 20 Juli 1909, 28 Augustus 1911 en 28 Mei 1912 worden ingetrokken.

ART. 12. — Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in werking zal treden te rekenen van 1 October 1912.

Gegeven te Brussel, den 28^e November 1912.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

P. POULLET.

